

Secrétariat à la condition féminine

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2025-2026**

**DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

SÉCRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
OFFICIELLE

N°	QUESTIONS	QUESTIONS NON RÉPONDUES
RP-01	Pour chaque direction du ministère et organisme relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employé(e)s occasionnel(le)s en 2024-2025, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux et elles qui ont obtenu un poste permanent.	
RP-02	Nombre de postes vacants ou de congés non comblés au cours de la dernière année.	
RP-03	La liste et une copie de tous les avis demandés au Secrétariat à la condition féminine par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel pour 2024-2025.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RP-04	Copie de toute la correspondance échangée en 2024-2025 par le secrétariat et la ministre avec le ministère de l'Habitation et son titulaire.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RP-05	Veuillez nous fournir la liste et une copie de tous les avis produits par la Secrétariat à la condition féminine en 2024-2025.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RP-06	La liste de tous les projets et plans d'action, au sein des ministères et organismes, qui ont intégré l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+) depuis le 1er mars 2024. Indiquer également les projets et plans d'action qui intégreront l'ADS+ en 2025-2026.	
RP-07	État de situation, au 31 mars 2025, du nombre de personnes ayant suivi une formation, notamment en ligne, sur l'ADS+ (incluant les formations régionales), dans le cadre de la poursuite de l'offre de services de sensibilisation et de formation auprès des hautes autorités, des gestionnaires et du personnel professionnel dans les ministères et les organismes gouvernementaux et les villes.	
RP-08	Veuillez nous fournir la liste des ministères et organismes ayant systématisé l'intégration de l'ADS+ dans leurs processus en date du 31 mars 2025. Préciser également pour chaque ministère et organisme la nature des mécanismes internes institués, les sommes et les ETC dédiés en 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	
RP-09	État de situation, au 31 mars 2025, des instances en place pour maintenir et consolider l'ADS+. Préciser le nombre de rencontres tenues en 2024-2025 par le comité de direction et le comité interministériel en ADS+.	
RP-10	Indiquer la fréquence et les dates des rencontres tenues par le Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violences sexuelles et ses sous-comités sont dédiées, en tout ou en partie, à la mise en œuvre des actions du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023, en 2024-2025.	
RP-11	Indiquer les actions concrètes implantées à la suite des travaux des 5 comités suivants en 2024-2025, et celles prévues en 2025-2026 : a) Comité consultatif pour la promotion de rapports égalitaires en milieu scolaire; b) Comité interministériel sur la promotion des rapports égalitaires; c) Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité; d) Comité de travail sur l'hébergement d'urgence en matière de violence conjugale; e) Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.	
RP-12	Au 31 mars 2025, ventiler les sommes dépensées en lien avec l'annonce du 24 novembre 2023 de la signature d'un accord entre les gouvernements du Canada et du Québec annonçant la somme de 97,3 millions de dollars sur 4 ans pour contrer la violence fondée sur le sexe.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

N°	QUESTIONS	QUESTIONS NON RÉPONDUES
RP-13	Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes dans la construction pour l'année 2024-2025, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Détailler également les mesures déployées afin de favoriser l'attraction des femmes pour le domaine de la construction. Indiquer les montants alloués par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.	
RP-14	Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes aînées pour l'année 2024-2025, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Indiquer les montants alloués par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.	
RP-15	Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes agricultrices pour l'année 2024-2025, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Détailler également les mesures déployées afin de favoriser l'attraction des femmes pour le domaine de l'agriculture. Indiquer les montants alloués par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.	
RP-16	Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes en science pour l'année 2024-2025, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Détailler également les mesures déployées afin de favoriser l'attraction des femmes pour le domaine des sciences. Indiquer les montants consacrés par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.	
RP-17	Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises auprès des femmes autochtones en 2024-2025, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Indiquer les montants consacrés par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.	
RP-18	Détailler les crédits budgétaires alloués en 2024-2025 et prévus en 2025-2026 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).	
RP-19	<p>Détailler les crédits budgétaires alloués en 2024-2025 et prévus en 2025-2026 afin de mettre en œuvre les recommandations des rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Premier rapport annuel du comité d'examen des décès liés à la violence conjugale; • Deuxième rapport annuel du comité d'examen des décès liés à la violence conjugale; • Troisième bilan du comité d'examen des décès liés à la violence conjugale. 	
RP-20	<p>En lien avec les recommandations du rapport de la commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les crédits budgétaires alloués en 2024-2025 et prévus en 2025-2026; • En date du 31 mars 2025, les actions entreprises pour la mise en œuvre des recommandations. 	
RP-21	Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises auprès des femmes immigrantes et racisées pour 2024-2025 ainsi que les dates de réalisation. Détailler les budgets alloués pour 2024-2025, les prévisions budgétaires pour 2025-2026 ainsi que les actions à venir pour 2025-2026.	
RP-22	Détailler les sommes allouées en 2024-2025 pour les services d'interprétariat pour les organismes œuvrant contre la violence envers les femmes, ainsi que les prévisions budgétaires pour 2025-2026.	
RP-23	<p>Dans le cadre du rapport Rebâtir la confiance, veuillez nous fournir, pour chacune des recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nombre de rencontres avec les autres ministères; • La liste des participants à ces rencontres; • Les ordres du jour; • Les procès-verbaux. 	
RP-24	<p>Dans le cadre de la stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 Contre la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'état d'avancement de chacune des mesures; • Le budget dépensé en 2024-2025 par mesure; • Les prévisions d'investissements par année, pour les 4 prochaines années; 	

N°	QUESTIONS	QUESTIONS NON RÉPONDUES
	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre de rencontres, et la liste des personnes présentes lors de celles-ci, effectuées par le ministère dans le cadre de la stratégie. 	
RP-25	<p>Projets financés dans le cadre du programme de soutien financier en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (incluant les ententes administratives en égalité) du SCF en 2024-2025. Pour chacun, indiquer, par région :</p> <ol style="list-style-type: none"> Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; Le nom du ou des organismes bénéficiaires; Le montant qui leur a été accordé; Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme ainsi que les raisons du rejet. 	
RP-26	<p>Bilan de l'appel de projets nationaux, locaux et régionaux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, lancé en 2021-2022 par le SCF, dans le cadre du « Programme de soutien financier en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ». Fournir la liste des projets financés. Ventiler par projet déposé en fournissant :</p> <ol style="list-style-type: none"> Le nom de l'organisation ayant déposé un projet; La nature de l'organisation, par exemple : MRC, municipalités, organisations parapubliques des domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux ou du développement régional et local/organismes à but non lucratif, milieux autochtones; Le montant soumis lors du dépôt du projet ainsi que le montant de la subvention accordée; Le résumé du projet proposé; Le cas échéant, les étapes d'analyse franchies pour le projet; Le cas échéant, les motifs sommaires de rejet pour le projet. <p>Fournir la liste des projets n'ayant pas été retenus dans le cadre de ces appels de projets.</p>	
RP-27	<p>Concernant l'annonce du 16 novembre 2023 allouant une aide financière de 4,47 millions de dollars sur quatre ans pour soutenir la mission du Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec, indiquer pour chaque table ayant reçu un montant, le nom et la nature des projets entamés.</p>	
RP-28	<p>Détailler le bilan des mesures et actions mises en place par le SCF pour assurer une concertation régionale en matière de condition féminine, en 2024-2025. Indiquer les sommes allouées par le SCF en matière de concertation régionale en 2024-2025 ainsi que les budgets prévus pour 2025-2026.</p>	
RP-29	<p>Concernant l'annonce du 29 janvier 2024 allouant une subvention de 1,4 million de dollars pour soutenir quatre initiatives en matière de santé reproductive, indiquer pour chacun des groupes suivant le montant reçu en date du 31 mars 2025 ainsi que les projets.</p> <ul style="list-style-type: none"> S.O.S. Grossesse; S.O.S. Grossesse Estrie; Grossesse-Secours inc. ; Fédération du Québec pour le planning des naissances. 	
RP-30	<p>Fournir la structure et les mécanismes de suivi de la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027 pour s'assurer de l'état de situation, de sa mise en œuvre ou les résultats et le suivi de son évaluation. Fournir l'organigramme et la liste des membres à jour de tous les mécanismes d'évaluation et de suivi. Indiquer la fréquence et les dates de rencontre du comité interministériel, ainsi que les personnes présentes à ces rencontres.</p>	
RP-31	<p>Fournir le bilan détaillé par mesure, de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernement pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027, avec les montants versés en 2024-2025. Indiquer si le déploiement des mesures est à jour, délais prévus à l'appui pour chacune des mesures et actions, en date du 31 mars 2025. Fournir également la prévision des actions et budgets pour 2025-2026.</p>	
RP-32	<p>Fournir le bilan détaillé des mesures mise en place et des dépenses engagées en 2024-2025 dans la mise en œuvre du plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025. Fournir également la prévision des actions et budgets pour 2025-2026.</p>	

N°	QUESTIONS	QUESTIONS NON RÉPONDUES
RP-33	Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2024-2025 dans la mise en œuvre des actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026. Indiquer si le déploiement des mesures est dans les délais et les prévisions budgétaires pour 2025-2026.	
RP-34	Le 4 mai 2021, le Secrétariat à la condition féminine annonçait la somme de 345 844 \$ pour la deuxième phase d'une campagne de sensibilisation auprès des jeunes de 12 à 25 ans. Ventiler la somme et les actions accomplies.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits 2025-2026.
RP-35	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2024-2025 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones. Indiquer les actions et prévisions budgétaires pour 2025-2026.	
RP-36	À la suite de l'appel d'intention 2021-2022-Violence sexuelle et de violence conjugale et familiale en contexte autochtone, veuillez indiquer : a) Le nombre total de projets déposés, ventilé par région; b) La liste des projets retenus; c) Le montant octroyé; d) La région; e) L'échéance du projet.	
RP-37	Fournir une ventilation détaillée des sommes accordées par le SCF en 2024-2025 pour déployer des mesures visant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale et de violences sexuelles.	
RP-38	Concernant les campagnes de sensibilisation face à la violence faite aux femmes : • La liste des campagnes pour 2024-2025; • Les montants investis pour chacune de ces campagnes et les prévisions pour 2025-2026; • Le nombre de personnes rejointes par chacune des campagnes en 2024-2025.	
RP-39	Les analyses différenciées selon les sexes (ADS) produites pour l'ensemble des projets de loi du gouvernement.	Cette question est répondue à la question RP-06 de l'opposition officielle.
RP-40	Les sommes investies pour les campagnes de publicité durant l'année 2024-2025, et celles prévues pour 2025-2026. Veuillez ventiler les sommes.	
RP-41	Le 13 février 2023, la ministre responsable de la Condition féminine annonçait un investissement de près de 5,8 M\$ destiné à soutenir 24 projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Québec. Veuillez nous indiquer : a) Le nombre total de projets déposés, ventilé par région; b) La liste des projets retenus; c) Le montant octroyé; d) La région; e) L'échéance du projet; f) La liste des projets n'ayant pas été retenus dans le cadre de ces appels de projet.	
RP-42	Au sujet de l'annonce de 9,1 M\$ pour le soutien des cellules d'intervention rapide intersectorielles, ventiler le coût et les résultats obtenus.	
RP-43	Le 3 juin 2020, le gouvernement affirmait dans un communiqué de presse que « afin de répondre rapidement aux besoins accrus des femmes autochtones durant la pandémie, le Secrétariat à la condition féminine et le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) tiennent régulièrement des rencontres d'information avec les acteurs qui travaillent auprès de ces dernières, et ce, en partenariat avec les ministères et les organismes du gouvernement du Québec concernés par les enjeux soulevés ». Veuillez nous fournir pour l'année 2024-2025 : a) La liste des rencontres d'information tenues; b) La liste des personnes présentes pour chacune de ces rencontres; c) Pour chacune des rencontres, veuillez nous fournir la liste des recommandations formulées.	

N°	QUESTIONS	QUESTIONS NON RÉPONDUES
RP-44	<p>Le 3 décembre 2020, le gouvernement du Québec dévoilait le Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025. Veuillez nous indiquer, pour chacune des mesures annoncées :</p> <ol style="list-style-type: none"> Une brève description de la mesure; Le budget prévu, par année; Les indicatifs de performance; Si c'est une nouvelle mesure ou la reconduction d'une mesure déjà existante; Les partenaires ou ministères qui collabore à la réalisation de la mesure. 	
RP-45	<p>En lien avec le lancement du Plan d'action gouvernemental sur l'accès à l'avortement 2024-2027, veuillez nous indiquer, pour chacune des mesures annoncées :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une brève description de la mesure ; Le budget prévu, par année ; Les indicatifs de performance ; S'il s'agit d'une nouvelle mesure ou la reconduction d'une mesure déjà existante ; Les partenaires ou ministères qui collaborent à la réalisation de la mesure. 	
RP-46	<p>En lien avec les comités suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Comité consultatif pour la promotion de rapports égalitaires en milieu scolaire ; Comité interministériel sur la promotion des rapports égalitaires ; Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité; Comité de travail sur l'hébergement d'urgence en matière de violence conjugale; Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale. <p>Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le nombre de rencontres en 2024-2025; La liste des membres; Les ordres du jour et les procès-verbaux; Les actions entreprises en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. 	
RP-47	<p>En lien avec le comité interministériel sur l'amélioration des services en avortement, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le nombre de rencontres en 2024-2025; La liste des membres; Les ordres du jour et les procès-verbaux; Les actions entreprises en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. 	

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

QUESTION RP-01

Pour chaque direction du ministère et organisme relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employé(s) occasionnel(le)s en 2024-2025, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux et celles qui ont obtenu un poste permanent.

2024-2025 (en date du 31 janvier 2025)

Secteur	SCF
Tous les statuts	42
Régulier	41
Occasionnel	1
Pourcentage (%) d'employés occasionnels	2 %
Nombre d'employés devenus permanents	0
Pourcentage (%) d'employés devenus permanents	0 %

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

QUESTION RP-02

Nombre de postes vacants ou de congés non comblés au cours de la dernière année.

Au 31 janvier 2025 : il y a deux postes vacants au Secrétariat à la condition féminine.

**QUESTION
RP-03**

La liste et une copie de tous les avis demandés au Secrétariat à la condition féminine par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel pour 2024-2025.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION
RP-04

Copie de toute la correspondance échangée en 2024-2025 par le secrétariat et la ministre avec le ministère de l'Habitation et son titulaire.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**QUESTION
RP-05**

Veillez nous fournir la liste et une copie de tous les avis produits par le Secrétariat à la condition féminine en 2024-2025.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**QUESTION
RP-06**

La liste de tous les projets et plans d'action, au sein des ministères et organismes, qui ont intégré l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+) depuis le 1^{er} mars 2024. Indiquer également les projets et plans d'action qui intégreront l'ADS+ en 2025-2026.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

En 2024-2025, le soutien offert par le SCF en termes d'accompagnements et d'avis en matière d'ADS s'est poursuivi pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi ou l'évaluation des projets gouvernementaux suivants (entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025) :

- *Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes 2021-2026 – Reconnaître pour mieux soutenir* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Comité de suivi des projets financés dans le cadre de l'action concertée en santé psychologique au travail* (Fonds de recherche du Québec)
- *Plan d'action sur la prévention de la violence dans les sports et les loisirs* (ministère de l'Éducation du Québec)
- *Loi sur la sécurité dans les sports et les loisirs : chantier sur l'établissement de normes réglementaires générales dans la pratique de sports et de loisirs; et chantier pour l'identification des organismes de loisirs assujettis aux dispositions de la Loi.* (ministère de l'Éducation du Québec)
- *La fierté de vieillir - Plan d'action gouvernemental 2024-2029* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Mobiliser. Accompagner. Participer. Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029* (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- *Renouvellement du Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025 Au cœur de la croissance* (ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie)

Le SCF soutient le déploiement de projets pilotes en matière d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) qui visent à mieux prendre en compte les réalités et besoins des femmes rencontrant des obstacles supplémentaires comme les femmes immigrantes, autochtones, vivant avec un handicap, etc. Cinq projets pilotes sont confirmés et ont bénéficié d'un accompagnement par le SCF en 2024-2025 :

- *Transformation des services du Curateur public à la suite de l'entrée en vigueur de la Loi visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité* (Curateur public du Québec)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027, mesure 52* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Intégration de l'ADS+ dans l'appel de projets 2025-2026 du Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice*, (ministère de la Justice)
- *Mise en œuvre de la Stratégie en matière d'équité salariale pour les personnes salariées ciblées 2024-2027* (Commission des normes, de l'équité, de la santé et sécurité au travail)
- *Développement d'outils ADS+ spécifiquement adaptés aux besoins de la Commission de la construction du Québec ainsi qu'à ceux de l'industrie de la construction* (Commission de la construction du Québec)

**QUESTION
RP-07**

État de situation, au 31 mars 2025, du nombre de personnes ayant suivi une formation, notamment en ligne sur l'ADS+ (incluant les formations régionales), dans le cadre de la poursuite de l'offre de services de sensibilisation et de formation auprès des hautes autorités, des gestionnaires et du personnel professionnel dans les ministères et les organismes gouvernementaux et les villes.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

Afin de déployer et soutenir l'ADS, la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* annonce le renforcement de la formation et de l'accompagnement en matière d'ADS au gouvernement, de même que le soutien à des projets pilotes en matière d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). Une nouvelle démarche simplifiée en ADS est proposée et une série d'outils évolutive a été créée et mise en ligne par le SCF, afin de favoriser l'intégration de l'ADS par les ministères et organismes. Un cadre de référence pour les projets pilotes en ADS+ a également été rédigé et est disponible sur [Québec.ca](https://www.quebec.ca).

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, 455 personnes d'organisations partenaires ont participé à l'une ou l'autre des activités de formation offertes par le SCF en matière d'ADS (ou d'ADS+) :

- Le SCF a offert, à leur demande, 15 séances de formation s'adressant à 342 personnes représentant les 9 ministères et organismes suivants :
 - Commission de la construction du Québec;
 - Institut national de santé publique du Québec;
 - Ministère de la Cybersécurité et du Numérique;
 - Ministère de l'Éducation;
 - Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (6 séances);
 - Ministère de la Justice;
 - Ministère de la Santé et des Services sociaux;
 - Ministère des Transports et de la Mobilité durable;
 - Office des personnes handicapées du Québec (2 séances)
- À la demande de la Direction régionale du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) de l'Estrie, le SCF a offert une formation *Sensibilisation à l'ADS* aux 29 membres de la Conférence administrative régionale de l'Estrie, composée de représentants de ministères et organismes et de municipalités régionales de comté (MRC) de la région et présidée par le MAMH.
- Dans le cadre de webinaires ouverts à tous les membres de la fonction publique, le SCF a présenté 3 séances de formation d'Introduction à l'ADS dont deux ont été combinées à « Boîte à outils ADS ». Au total ces activités ont rejoint 61 personnes provenant de 18 ministères et organismes différents.
- Deux séances de formation ont été offertes à des partenaires de la société civile et de la recherche, rejoignant 23 personnes supplémentaires :
 - Chaire de recherche en maltraitance, impliquée dans la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027*
 - Intersyndicale des femmes

**QUESTION
RP-08**

Veillez nous fournir la liste des ministères et organismes ayant systématisé l'intégration de l'ADS+ dans leurs processus en date du 31 mars 2025. Préciser également pour chaque ministère et organisme la nature des mécanismes internes institués, les sommes et les ETC dédiés en 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.). Le budget en ressources humaines dédié à l'analyse différenciée selon les sexes a été de 200 000 \$ en 2024-2025.

L'intégration de l'ADS dans les processus et mécanismes internes des ministères et organismes revient à chaque ministère et organisme.

**QUESTION
RP-09**

État de situation, au 31 mars 2025, des instances en place pour maintenir et consolider les ADS+. Préciser le nombre de rencontres tenues en 2024-2025 par le comité directeur et le comité interministériel en ADS+.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

Les travaux de la structure de gouvernance multi-paliers chargée de soutenir le SCF dans l'exercice de sa mission à l'égard de l'ADS se sont poursuivis en 2024-2025:

- Le *Comité interministériel de gouvernance en matière d'égalité et d'ADS*, formé de sous-ministres adjoint-es (SMA) de tous les ministères : Pas de nouvelle rencontre entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.
- Le *Comité stratégique en ADS*, constitué de directrices et directeurs de ministères ciblés pour leur action structurante en matière d'ADS : Une rencontre entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.
- Le *Réseau des leaders en ADS*, de niveau professionnel : Deux rencontres ont eu lieu entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

Un *Comité de travail sur l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+)*, réunissant les ministères et organismes participants à des projets pilotes en ADS+. Pas de nouvelle rencontre entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

**QUESTION
RP-10**

Indiquer la fréquence et les dates des rencontres tenues par le Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violences sexuelles et ses sous-comités qui sont dédiés, en tout ou en partie, à la mise en œuvre des actions du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023, en 2024-2025.

Le Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 est terminé.

**QUESTION
RP-11**

Indiquer les actions concrètes implantées à la suite des travaux des 5 comités suivants en 2024-2025, et celles prévues en 2025-2026 :

- a) Comité consultatif pour la promotion de rapports égauxitaires en milieu scolaire;
- b) Comité interministériel sur la promotion des rapports égauxitaires;
- c) Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité;
- d) Comité de travail sur l'hébergement d'urgence en matière de violence conjugale;
- e) Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.

A. Le Comité consultatif pour la promotion de rapports égauxitaires en milieu scolaire est coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat de :

- participer aux travaux entourant la sensibilisation du milieu scolaire aux stéréotypes sexuels;
- soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égauxitaires dans les milieux scolaires (préscolaire, primaire et secondaire).

Ce comité ne s'est pas réuni en 2024-2025. Des échanges bilatéraux se sont toutefois tenus entre le SCF et certains membres du comité en lien avec divers dossiers touchant à la promotion des rapports égauxitaires en milieu scolaire.

B. Le Comité interministériel pour la promotion de rapports égauxitaires est un comité permanent, coordonné par le SCF. Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat :

- d'assurer la coordination gouvernementale en matière de promotion de modèles et de comportements égauxitaires;
- d'assurer une cohésion dans la stratégie et dans le développement des travaux;
- de soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égauxitaires dans les lieux d'éducation.

Ce comité ne s'est pas réuni en 2024-2025. Des échanges bilatéraux se sont toutefois tenus entre le SCF et certains membres du comité en lien avec divers dossiers touchant à la promotion des rapports égauxitaires.

C. Le Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité

Le dossier de l'éducation à la sexualité est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation (MEQ).

D. Le Comité de travail sur l'hébergement d'urgence en matière de violence conjugale

Le comité consultatif sur le manque de place en hébergement pour femmes victimes de violence conjugale relève du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le SCF y siège.

Le Comité interministériel de suivi sur le développement des maisons d'hébergement, coordonné par le SCF, a été créé dans le cadre de l'action 17 de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027*. Le Comité est un espace interministériel visant à arrimer les actions des ministères et organismes gouvernementaux qui jouent un rôle clé dans le développement des maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale sur le territoire, afin d'assurer l'efficacité du déploiement. En 2024-2025, deux rencontres de niveau directeur et deux rencontres de niveau sous-ministre associée ont été tenues avec le MSSS, la Société d'habitation du Québec et le ministère des Finances, ainsi que quatre rencontres avec le milieu communautaire et les ministères et organismes impliqués dans le cadre de ce Comité.

Dans la foulée de ce comité, le SCF soutient trois projets qui prévoient l'embauche de chargées de projets, au sein des regroupements nationaux de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, pour le développement de nouvelles places et ayant comme objectif d'offrir une expertise, de soutenir la préparation des projets sur le terrain et d'assurer le suivi de ceux-ci.

**QUESTION
RP-11**

(SUITE)

Dans le cadre de ce financement, en 2024-2025, des versements de 18 500 \$ sont prévus respectivement pour chacun des projets suivants pour un total de 55 500 \$ pour les trois projets :

- *Soutenir le développement de nouvelles maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale* du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale;
- *Optimiser le développement du réseau de maisons d'hébergement pour femmes : gage d'amélioration de l'accès des femmes violentées et de leurs enfants à l'hébergement sécuritaire et aux services spécialisés* de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes;
- *Soutien au développement du réseau MH2 au Québec* de l'Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale.

E. Le Comité d'expert sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale

Le 15 décembre 2020, le Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale (Comité d'experts) a déposé son rapport *Rebâtir la confiance*.

Afin de proposer une réponse concrète et concertée aux 190 recommandations du Comité d'experts, le SCF a coordonné, en collaboration avec le ministère de la Justice, un important travail entre les ministères et organismes concernés.

Le 20 juin 2022, le gouvernement du Québec a lancé la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* (Stratégie intégrée en violence) comportant 58 actions et des investissements de 462,4 M\$. Elle consolide la réponse gouvernementale au rapport *Rebâtir la confiance*, en plus d'assurer le renouvellement de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* et la mise en œuvre d'actions complémentaires en violence conjugale.

Au lancement de la Stratégie intégrée en violence, les actions gouvernementales en matière de violence sexuelle et de violence conjugale permettaient de répondre entièrement ou partiellement à 166 recommandations du rapport *Rebâtir la confiance*. L'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe, signé le 6 novembre 2023, a permis de bonifier de 97,3 M\$ les investissements du Québec dans le cadre de la Stratégie intégrée en violence. C'est dans ce contexte que 9 actions entièrement nouvelles ont été ajoutées et 4 actions existantes bonifiées. Ces 13 actions permettent de répondre à 3 recommandations du rapport *Rebâtir la confiance* qui n'étaient pas couvertes jusqu'à maintenant et renforcent la réponse gouvernementale à 48 recommandations déjà touchées, pour un total de 169 recommandations répondues à ce jour.

**QUESTION
RP-12**

Au 31 mars 2025, ventiler les sommes dépensées en lien avec l'annonce du 24 novembre 2023 de la signature d'un accord entre les gouvernements du Canada et du Québec annonçant la somme de 97,3 millions de dollars sur 4 ans pour contrer la violence fondée sur le sexe.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**QUESTION
RP-13**

Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes dans la construction pour l'année 2024-2025, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Détailler également les mesures déployées afin de favoriser l'attraction des femmes pour le domaine de la construction. Indiquer les montants alloués par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.

La Commission de la construction du Québec porte la responsabilité de la réalisation du bilan de la mise en œuvre du *Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction 2015-2024*.

Dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027*, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) finance des projets contribuant à augmenter la présence des femmes dans le secteur de la construction.

Au cours de l'année 2024-2025, le SCF a soutenu les projets suivants :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2024-2025
Elles de la construction	Diversité et inclusion	2022-2023	3 ans	19 810 \$
École des entrepreneurs du Québec	Repreneures en devenir	2023-2024	2 ans	47 823 \$

**QUESTION
RP-14**

Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes âgées pour l'année 2024-2025, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Indiquer les montants alloués par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) prend acte des réalités des femmes âgées et travaille, en collaboration avec divers ministères et organismes, à l'élaboration de mesures reliées à ce groupe dans les différentes interventions gouvernementales sous sa responsabilité.

Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027

L'action transversale 2, « Bonifier la vitrine statistique sur l'égalité entre les femmes et les hommes », a permis l'ajout de données statistiques ventilées selon les sexes, notamment au sujet des personnes âgées. Les données statistiques disponibles et pertinentes représentatives des femmes et des hommes âgés pour l'ensemble des indicateurs ont été ajoutées à la vitrine en 2024-2025.

Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027

Dans le cadre de l'action 1, « Mener des campagnes et soutenir des activités de sensibilisation à la violence sexuelle et à la violence conjugale en s'assurant qu'elles sont adaptées aux réalités de certains groupes et que certaines interpellent directement les auteurs », le SCF soutient un projet qui prend notamment en compte les réalités des femmes âgées victimes de violence conjugale :

- Projet de sensibilisation : *La violence conjugale n'a pas d'âge*; Havre l'Éclaircie, Chaudière-Appalaches.
 - Le SCF a versé un montant de 8 175 \$ en 2024-2025 pour ce projet.

Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027 - Reconnaître et agir ensemble

Le SCF déploie présentement des projets pilotes en matière d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) qui visent à mieux prendre en compte les réalités et besoins des femmes rencontrant des obstacles supplémentaires comme les femmes immigrantes, âgées, vivant avec un handicap, etc. La mesure 52 de ce plan d'action (mener des projets de recherche afin de mieux comprendre l'impact de la pandémie ainsi que certains types de maltraitance, notamment psychologique et organisationnelle, dans le but de cerner les interventions les plus efficaces pour les contrer) fait l'objet d'un projet pilote en ADS+.

Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes 2021-2026

Le SCF collabore à la mise en œuvre de deux mesures de ce plan : soit la mesure 50 consistant à *former un comité de travail interministériel sur la conciliation travail-famille-études-responsabilités de proche aidance et sur la précarisation financière*; soit la mesure 60 visant à *connaître les réalités et les besoins des personnes proches aidantes pour qui le risque de précarisation financière est élevé en tenant compte des facteurs psychosociaux et économiques*. Par ailleurs, le SCF offre un accompagnement pour le suivi de l'intégration de l'ADS+ à 29 mesures dans ce plan d'action gouvernemental.

Plan d'action gouvernemental 2024-2029 La fierté de vieillir

Le SCF collabore au plan d'action gouvernemental par de l'accompagnement en analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour dix mesures sélectionnées. Une formation ADS a été offerte aux personnes responsables de la mise en œuvre de ces mesures et l'accompagnement ADS se poursuit selon les besoins.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

QUESTION RP-15

Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes agricultrices pour l'année 2024-2025, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Détailler également les mesures déployées afin de favoriser l'attraction des femmes pour le domaine de l'agriculture. Indiquer les montants alloués par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.

En 2024-2025, le Secrétariat à la condition féminine a assuré le suivi des projets suivants :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2024-2025
Agricultrices du Québec	Dimension E : nouvelle offre de services d'accompagnement personnalisé	2022-2023	2 ans	21 000 \$
Agricultrices du Québec	Perspective + : soutien régional et développement de réseau	2022-2023	3 ans	14 950 \$

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

QUESTION RP-16

Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes en science pour l'année 2024-2025, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Détailler également les mesures déployées afin de favoriser l'attraction des femmes pour le domaine des sciences. Indiquer les montants consacrés par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.

En 2024-2025, le Secrétariat à la condition féminine a assuré le suivi des projets suivants dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027*:

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2024-2025
Centre d'Innovation des Premiers Peuples	FabLab féminin	2022-2023	2 ans	60 000 \$
Université de Montréal	Parité Sciences	2023-2024	2 ans	48 000 \$
Mentorat Québec	Accélérateur mentorat phase III	2022-2023	3 ans	15 000 \$
Institut Maritime	Industrie humain-e	2022-2023	3 ans	15 000 \$

**QUESTION
RP-17**

Au 31 mars 2025, détailler le Bilan des actions entreprises auprès des femmes autochtones pour 2024-2025, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Indiquer les montants consacrés par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.

Pour l'année 2024-2025, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a financé plusieurs projets dédiés aux Premières Nations et aux Inuit (veuillez vous référer à l'annexe de la présente question).

Dans le cadre des mesures sous sa responsabilité, le SCF a également mis en place en septembre 2019, avec le Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, un comité de travail « Femmes autochtones ». Ce comité regroupe des organisations autochtones qui défendent les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuit, et des représentantes et représentants gouvernementaux de ministères et organismes dans le but de réfléchir, d'échanger et de se concerter sur les enjeux à prioriser, d'influencer les politiques et les orientations du gouvernement et de voir à recommander des actions concrètes. La *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* a permis de pérenniser le Comité femmes autochtones. En 2024-2025, le comité s'est réuni une fois pendant 4 jours en communauté nordique. Le SCF aura versé 37 825,14 \$ pour les frais afférents à cette rencontre

ORGANISME	TITRE DU PROJET	RÉGION	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2024-2025
Projets en égalité				
FabLab féminin - Centre d'innovation des Premiers Peuples	Femmes autochtones dans l'ère du numérique	Abitibi-Témiscamingue	2 ans	60 000,00 \$
Conseil de la Nation Atikamekw	Secrétariat des femmes Atikamekw	Mauricie	3 ans	39 750,00 \$
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL)	Campagne de valorisation des femmes des PN en politique et de sensibilisation	National	3 ans	39 750,00 \$
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL)	Groupe Femmes, Politique et Démocratie	National	3 ans	39 750,00 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Cawanok	Mauricie	3 ans	32 950,10 \$
Conseil des Atikamekw de Manawan	Mamo-Weriwin Agir ensemble	Mauricie	3 ans	39 750,00 \$
Conseil en éducation des Premières Nations	Projet en éducation sexuelle et diversité	National	2 ans	36 325,00 \$
Projet des Travailleurs de soutien aux Autochtones	Supporting ourselves and our partners to provide gener expansive safer services	Montréal	3 ans	39 750,00 \$
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Réappropriation culturelle de la bispiritualité, de la diversité sexuelle et de genre et décolonisation des masculinités en milieu autochtone	Abitibi-Témiscamingue	3 ans	36 877,90 \$
Nurrait - Jeunes Karibus	Expédition Tuttuit	Nord-du-Québec	3 ans	39 750,00 \$
Puakuteu comité femmes de Mashteuiatsh	Nitishpatelimitishin (je me priorise)	Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 ans	70 000,00 \$
SAQIJUQ	Qullik (lampe traditionnelle utilisée par les femmes inuit)	Nord-du-Québec	3 ans	39 750,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	RÉGION	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2024-2025
Services Parajudiciaires Autochtones du Québec	Service d'accompagnement judiciaire pour femmes Autochtones	National	3 ans	39 750,00 \$
Société de Développement économique Innu	Création d'une troupe artistique culturelle jeunesse	Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 ans	39 750,00 \$
Femmes Autochtones du Québec	Soutenir la présence de femmes autochtones à la formation Femmes et leadership de l'École des dirigeants des Premières Nations	National	3 ans	100 000,00 \$
Association des femmes crie d'Eeyou Istchee	l'Entente de partenariat 2023-2026 en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en EYYOU ISTCHEE	Nord-du-Québec	3 ans	40 000,00 \$
Association des femmes crie d'Eeyou Istchee	Soutien à la mission en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	Nord-du-Québec	3 ans	60 000,00 \$
Association des femmes Inuit du Nunavik-Satuviit	Soutien à la mission en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	Nord-du-Québec	4 ans	60 000,00 \$
Projets en violence sexuelle				
Femmes Autochtones du Québec	Respect de nos corps	National	4 ans	14 400,00 \$
Lumière Boréale - CALACS Baie-Comeau	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel - Point de service à Pessamit	Côte-Nord	4 ans	39 600,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	RÉGION	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2024-2025
Puakuteu comité de femmes Mashteuiatsh	La guérison traditionnelle et spirituelle pour un mieux-être collectif	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	71 160,00 \$
CALACS Châteauguay	La prévention de la violence sexuelle dans la communauté Mohawk de Kahnawake	Montréal	4 ans	5 472,00 \$
Université du Québec à Chicoutimi	Prévenir la violence sexuelle auprès d'enfants et d'adolescents des Premières Nations en milieu autochtone et urbain	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	36 720,00 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	La CLES des femmes autochtones	Montréal	2 ans	45 000,00 \$
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	Forum sur la santé sexuelle et la prévention de la violence sexuelle	Nord-du-Québec	3 ans	45 000,00 \$
Entraide Mauricie Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance (EMPHASE)	S'adapter afin de favoriser la guérison en communauté	Mauricie et Centre-du-Québec	3 ans	45 000,00 \$
Projets en violence conjugale et familiale				
Femmes autochtones du Québec	États généraux/50e anniversaire	National	2 ans	18 372,00 \$
Conseil de la Nation Atikamekw	Développement d'un programme Atikamekw de prévention et d'intervention en matière de violence conjugale et familiale	Mauricie et Lanaudière	3 ans	193 372,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	RÉGION	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2024-2025
Regroupement des centres d'amitié du Québec	Sensibilisation, intervention, formation et accompagnement au sujet de la violence conjugale et familiale chez les personnes autochtones en milieu urbain	National	3 ans	197 742,00 \$
Femmes Autochtones du Québec	Nos corps, nos terres (Journées d'action contre la violence faite aux femmes 2024)	National	1 an	28 500,00 \$
Régie régionale de santé et services sociaux du Nunavik	Cellule d'intervention rapide	Nord-du-Québec	3 ans	21 000,00 \$
Projets Hommes et guérison				
Mohawk Council of Kanesatake	In Spirit of Healthy Community Kanesatake Family Violence Prevention	Montérégie	4 ans	138 076,60 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Nabé (Homme en Ashinabe)	Abitibi-Témiscamingue	4 ans	30 432,50 \$
Maison de Job	Faciliter l'accès aux services d'hébergement en dépendance aux hommes autochtones-Le chemin vers la guérison	Capitale-Nationale	4 ans	76 516,00 \$
Centre résidentiel communautaire de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec (CRC ATNQ)	Les voix de guérison Tebwewin Aki	Abitibi-Témiscamingue	4 ans	13 912,00 \$
Maison communautaire Missinak	Cercle Napeu	Capitale-Nationale	4 ans	69 560,00 \$
Qimutjuit Men's Association of Kuujuaapik	Healing Inuit Traditionally On The Land	Nord-du-Québec	4 ans	92 167,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	RÉGION	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2024-2025
Hommes Sept-Îles	Shukapeu – homme solide	Côte-Nord	4 ans	69 560,00 \$
Conseil des Innus de La Romaine	Hommes et guérison	Côte-Nord	4 ans	69 560,00 \$
CRH Optimum	Recherche-action visant le développement de cadres, pratiques et services holistiques adaptés auprès des hommes autochtones de différentes réalités de Mashteuiatsh et ailleurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	52 170,00 \$
Centre de santé et services sociaux de Matimekush Lac-John	La maison des hommes	Côte-Nord	4 ans	71 299,00 \$
Gouvernement de la Nation Crie	Support Group for Men in Eeyou Istchee and Drawing from the Land for Healing	Nord-du-Québec	4 ans	86 950,00 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Aspehiriniwin	Mauricie	4 ans	86 080,50 \$
Conseil Abénaki Wôlinak	Hommes et guérison Wôlinak	Centre-du-Québec	4 ans	32 171,50 \$
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	Projet Kotowakinik	Mauricie	4 ans	69 560,00 \$
* Le tableau inclut seulement des subventions financées par le Secrétariat à la condition féminine				

**QUESTION
RP-18**

Détailler les crédits budgétaires alloués en 2024-2025 et prévus en 2025-2026 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).

En 2024-2025, le Secrétariat à la condition féminine aura versé 2 573 256,10 \$ pour des projets dédiés aux femmes et filles des Premières Nations et Inuit et à leur entourage (veuillez vous référer à l'annexe de la question 17 des renseignements particuliers de l'opposition officielle).

QUESTION RP-19

Détailler les crédits budgétaires alloués en 2024-2025 et prévus en 2025-2026 afin de mettre en œuvre les recommandations des rapports suivants :

- Premier rapport annuel du comité d'examen des décès liés à la violence conjugale;
 - Deuxième rapport annuel du comité d'examen des décès liés à la violence conjugale;
 - Troisième bilan du comité d'examen des décès liés à la violence conjugale.
-

Dans son premier rapport (2020), le comité d'examen des décès (comité) recommandait notamment au Secrétariat à la condition féminine (SCF) « [...] de procéder à une campagne de sensibilisation et de promotion des rapports égalitaires dans les relations de couples et d'étendre spécifiquement cette campagne, en l'adaptant, à tous les élèves du Québec de niveau d'enseignement secondaire ».

Dans son troisième rapport (2024), le comité recommandait au SCF « [...] de poursuivre et d'accentuer ses efforts pour sensibiliser et informer le public afin de mieux faire connaître le rôle du contrôle coercitif dans la dynamique de la violence conjugale ».

- Des campagnes de sensibilisation sur la violence conjugale sont régulièrement diffusées. La dernière campagne « Si l'amour tourne en violence », qui vise à débanaliser la violence dans les relations amoureuses chez les adolescentes et adolescents à travers la province et en ligne a été diffusée à l'hiver 2025.
- Le SCF finance des projets de sensibilisation auprès de diverses populations. Pour les versements en 2024-2025, veuillez vous référer à l'annexe de la question 37 des renseignements particuliers de l'opposition officielle (Violence Ponctuels).

Dans son premier rapport (2020), le comité recommandait également au SCF « [...] d'assurer le financement récurrent afin que l'ensemble des régions du Québec se dote d'un mécanisme d'évaluation et de gestion collective des risques associés à la violence conjugale (communément identifiés sous le nom de cellules de crise) de façon à éviter les blessures graves, les homicides et les suicides évitables dans un contexte de violence conjugale ».

Dans son deuxième rapport (2022), le comité recommandait au SCF « [...] de faire connaître aux différents ministères et intervenants qui en relèvent le fait que les cellules d'intervention rapide peuvent non seulement les soutenir pour assurer la sécurité des victimes de violence conjugale, mais également celle de leurs enfants, ou autres proches, incluant le conjoint ou l'ex-conjoint violent ».

- Le SCF finance depuis 2021 le développement des cellules d'intervention rapide. Depuis 2023, les 17 régions administratives du Québec sont desservies.
- Pour les détails des versements en 2024-2025, veuillez vous référer aux annexes à la question 37 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**QUESTION
RP-20**

En lien avec les recommandations du rapport de la commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, fournir :

- Les crédits budgétaires alloués en 2024-2025 et prévus en 2025-2026
 - En date du 31 mars 2025, les actions entreprises pour la mise en œuvre des recommandations
-

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) coordonne le *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs* (PACSESM). Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) y est responsable de la mise en œuvre de 2 mesures et y est co-porteur et collaborateur de plusieurs autres.

Dans le cadre de l'action 21 du PACSESM, le SCF a accordé une somme de 75 000 \$ en 2024-2025 au Phare des Affranchies dans le cadre de son projet « Programme Lueur : consolidation et expansion ». Ce programme vise à outiller et à soutenir le personnel des milieux hôtelier et du transport de personnes en matière d'exploitation sexuelle. En février 2025, le programme Lueur couvrait 13 régions administratives au Québec, avec 49 hôtels participants et 3 compagnies de transports participantes ainsi que l'Agence de Mobilité de Montréal, qui rejoint plusieurs dizaines d'entreprises indépendantes. Le développement d'un programme et d'un sceau de reconnaissance est également en cours.

Dans le cadre de l'action 31 du PACSESM, le SCF est responsable de la coordination d'un comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale. Les rencontres ont permis d'avancer les réflexions et d'identifier des solutions en ce qui concerne un premier chantier de travail sur le soutien au revenu et l'accès aux services des femmes qui souhaitent sortir de la prostitution. Un deuxième chantier de travail portant sur les besoins résidentiels des femmes qui souhaitent quitter la prostitution a également été amorcé. Ce comité a tenu trois rencontres bilatérales ou multilatérales. Pour l'information relative aux membres du comité, veuillez vous référer à la réponse à la question 73 des renseignements généraux.

Dans le cadre de l'action A1, une campagne multilingue *Je ne suis pas à vendre* a été déployée du 8 avril au 12 mai 2024.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

QUESTION RP-21

Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises auprès des femmes immigrantes et racisées pour 2024-2025 ainsi que les dates de réalisation. Détailler les budgets alloués pour 2024-2025, les prévisions budgétaires pour 2025-2026 ainsi que les actions à venir pour 2025-2026.

En 2024-2025, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a soutenu des projets visant les femmes immigrantes et racisées dans le cadre de la **Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027** :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2024-2025
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve	Vers une citoyenneté urbaine égalitaire : création d'espace pour le déploiement du pouvoir d'agir des Montréalaises issues de la diversité ethnoculturelle	2022-2023	3 ans	14 803 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi	Femmes en action	2022-2023	3 ans	13 009 \$
Partance	D'ici ou d'ailleurs, on est toutes dans le même bateau	2023-2024	2 ans	47 067 \$
Centre d'intégration en emploi Laurentides	Femmes immigrantes des Laurentides : Connaissez-vous les lois et règlements qui s'appliquent au travail?	2023-2024	2 ans	43 814 \$
De soi à L'emploi	Droit à l'égalité des femmes immigrantes au travail	2023-2024	2 ans	48 000 \$

Comité de suivi de l'action 5.2.1

Le SCF participe au comité de suivi mis en place dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 5.2.1 « Assurer une prévention et une intervention concertée interministérielle et intersectorielle dans les cas de violences basées sur l'honneur » de la **Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027**, sous la responsabilité du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

En 2024-2025, le SCF a soutenu des projets visant notamment les femmes immigrantes et racisées dans le cadre de la **Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027** :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2024-2025
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve	Partir des marges pour rebâtir la confiance : se concerter autour des violences sexuelles chez les femmes aux statuts migratoires précaires	2024-2025	1an	50 000 \$
Centre Action Solidarité Montréal (Centre d'Action Sida Montréal)	Projet "Femmes résilientes" : sensibiliser les femmes vivant avec le VIH aux violences sexuelles et conjugales	2023-2024	3 ans	40 434 \$
Institut National pour l'Équité, l'Égalité et l'Inclusion des personnes en situation de handicap	Sensibiliser autrement sur la violence et ses effets (SAUVE)	2023-2024	2 ans	15 000 \$

**QUESTION
RP-22**

Détailler les sommes allouées en 2024-2025 pour les services d'interprétariat pour les organismes œuvrant contre la violence envers les femmes, ainsi que les prévisions budgétaires pour 2025-2026.

Le Secrétariat à la condition féminine n'a pas soutenu de services d'interprétariat en 2024-2025.

**QUESTION
RP-23**

Dans le cadre du rapport *Rebâtir la confiance*, veuillez nous fournir, pour chacune des recommandations :

- Le nombre de rencontres avec les autres ministères;
 - La liste des participants à ces rencontres;
 - Les ordres du jour;
 - Les procès-verbaux.
-

Les comités interministériels font partie intégrante de la structure de gouvernance de l'action gouvernementale en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et incluent la question autochtone. Leurs travaux concernent notamment la mise en œuvre et le suivi de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* (Stratégie intégrée en violence), qui consolide la réponse gouvernementale aux recommandations du rapport *Rebâtir la confiance*.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) coordonne le *Chantier de travail sur les formations* qui permet des échanges sur la mise en œuvre de recommandations du rapport *Rebâtir la confiance*. La quasi-totalité des ministères et organismes gouvernementaux impliqués dans la mise en œuvre de la Stratégie intégrée en violence est membre de ce comité. Aucune rencontre n'a eu lieu entre 1^{er} avril 2024 et 31 janvier 2025.

Le SCF a aussi pris part à plusieurs échanges avec le ministère de la Justice sur le tribunal spécialisé pour les victimes de violence conjugale et de violence sexuelle.

Le SCF coordonne également les rencontres *État de situation sur l'hébergement* qui visent à assurer une bonne communication entre les organismes d'aide aux victimes de violence conjugale et le gouvernement sur tout sujet d'actualité pertinent ou lié à la mise en œuvre des plans d'action en violence conjugale ou de la Stratégie intégrée en violence. Il a été question de *Rebâtir la confiance* régulièrement dans les rencontres tenues lors d'échanges sur la mise en œuvre d'actions gouvernementales. Cinq rencontres ont été tenues entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

Le *Comité de travail sur la violence conjugale* et le *Comité de partenaires en violence sexuelle* coordonnés par le SCF permettent d'assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre des actions gouvernementales en matière de violence conjugale et de violence sexuelle. Plusieurs de ces actions touchent des recommandations du rapport *Rebâtir la confiance*. Ces comités se sont rencontrés une fois chacun en 2024-2025.

Pour l'information relative aux membres de l'ensemble de ces comités, veuillez vous référer à la réponse à la question 73 des renseignements généraux.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

QUESTION RP-24

Dans le cadre de la stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 *Contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance*, fournir :

- L'état d'avancement de chacune des mesures;
- Le budget dépensé en 2024-2025 par mesure;
- Les prévisions d'investissements par année, pour les 4 prochaines années;
- Le nombre de rencontres, et la liste des personnes présentes lors de celles-ci, effectuées par le ministère dans le cadre de la stratégie.

La *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* (Stratégie intégrée en violence), coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine (SCF), est portée par 19 ministères et organismes gouvernementaux.

Parmi ses 58 actions initiales, le SCF est responsable de la mise en œuvre de 13 actions, en plus de collaborer à la réalisation de mesures sous la responsabilité d'autres ministères ou organismes.

Ci-dessous, les montants versés en 2024-2025 par le SCF pour les actions sous sa responsabilité dans la *Stratégie intégrée en violence* :

Actions	Montant versé 2024-2025	Statut de l'action
1. Mener des campagnes et soutenir des activités de sensibilisation à la violence sexuelle et à la violence conjugale en s'assurant qu'elles sont adaptées aux réalités de certains groupes et que certaines interpellent directement les auteurs	664 045 \$	En cours
4. Soutenir des initiatives visant à sensibiliser les élèves du secondaire à la violence sexuelle, dont le déploiement du programme Empreinte - agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	1 956 867 \$	En cours
5. Soutenir des projets de sensibilisation à la violence exercée dans les relations amoureuses chez les jeunes	45 000 \$	En cours
11. Soutenir des projets structurants visant à prévenir la violence conjugale et familiale ou à répondre aux besoins des femmes et des filles des Premières Nations et Inuit victimes de cette violence en milieux urbains et sur communautés	421 786 \$	En cours
12. Soutenir le développement de projets culturellement adaptés en matière de violence sexuelle, conjugale et familiale pour les hommes des Premières Nations et Inuit et leur entourage	-	En cours
13. Soutenir des projets de sensibilisation, de prévention et d'intervention par et pour les femmes et les filles autochtones	150 000 \$	En cours

**QUESTION
RP-24**

(SUITE)

Actions	Montant versé 2024-2025	Statut de l'action
en matière d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle		
17. Mettre en place des mécanismes visant à réduire les obstacles au développement du réseau de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, en fonction des priorités établies	55 500 \$	En cours
19. Soutenir le déploiement d'initiatives visant à faciliter les démarches des personnes qui souhaitent sortir de la prostitution	1 495 000 \$	En cours
21. Outiller et soutenir les ressources spécialisées dans la lutte contre la violence conjugale en lien avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication	80 000 \$	En cours
36. Offrir des corpus cohérents et complémentaires de formation sur la violence sexuelle et la violence conjugale, abordant notamment ces formes de violence en milieux autochtones et la réalité de certains groupes de population	-	En cours
53. Mener une seconde édition de l'enquête populationnelle visant à documenter le phénomène de la violence conjugale au Québec	-	À venir
54. Faire avancer les connaissances en matière de violence sexuelle vécue par les femmes locataires et chambreuses	150 000 \$	En cours
57. Favoriser la concertation entre les organismes d'aide aux personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale et les organismes soutenant les groupes de population vivant dans des contextes de vulnérabilité à ces violences	50 000 \$	En cours

Les comités interministériels font partie intégrante de la structure de gouvernance de l'action gouvernementale en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et incluent la question autochtone. Leurs travaux concernent notamment la mise en œuvre et le suivi de la Stratégie intégrée en violence. Veuillez vous référer à la réponse à la question 73 des renseignements généraux.

QUESTION
RP-24

(SUITE)

Nombre de rencontres des comités interministériels entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025 :

- Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale – niveau de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s : 1 rencontre (et rencontres bilatérales);
- Comité interministériel en violence sexuelle, conjugale et familiale – niveau directeur : 1 rencontre (et rencontres bilatérales);
- Comité interministériel en violence sexuelle, conjugale et familiale – niveau professionnel : 1 rencontre (et rencontres bilatérales);
- Comité interministériel de suivi sur le développement des maisons d'hébergement :
 - 2 rencontres du Comité niveau directeur;
 - 2 rencontres de niveau SMA;
 - 4 rencontres avec le milieu communautaire et les ministères et organismes gouvernementaux;
 - Rencontres bilatérales.

**QUESTION
RP-25**

Projets financés dans le cadre du programme de soutien financier en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (incluant les ententes administratives en égalité) du SCF en 2024-2025. Pour chacun, indiquer, par région :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
 - c) le montant qui leur a été accordé;
 - d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme ainsi que les raisons du rejet.
-

Les informations relatives aux projets financés sont fournies en annexe du présent document.

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montants versés en 2024-2025
Accès transports viables	Actions collectives visant à mettre en lumière les inégalités de genre en matière de violences vécues dans les espaces publics et les transports actifs et collectifs dans une perspective intersectionnelle	2022-2023	2 ans	National	60 000 \$
ACEF du Centre de Montréal (Option consommateurs)	Aimer sans s'appauvrir	2022-2023	2 ans	National	28 194 \$
Alterhéros	Projet SASSY - Sensibiliser, autonomiser, soutenir et s'entraider : SexEd par et pour les femmes 2SLGBTQIA+ et/ou neurodivergentes	2022-2023	2 ans	National	55 400 \$
Association des familles monoparentales et recomposées Maria-Chapdelaine	Être coparent pour nos enfants	2022-2023	3 ans	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	7 239 \$
Association des femmes en finance du Québec	AFFQ : pour une meilleure inclusion des femmes en finance et de milieux connexes	2022-2023	3 ans	National	15 000 \$
Association pour la santé publique du Québec	L'alcool au féminin : un jeu différent »	2022-2023	2 ans	National	60 000 \$
CAPACS de l'Abitibi-Ouest	Ensemble pour la prévention de nos enfants!	2022-2023	2 ans	08 - Abitibi-Témiscamingue	32 854 \$
Centre d'Innovation des Premiers Peuples	FabLab au féminin	2022-2023	2 ans	National	60 000 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	Femmes en action	2022-2023	3 ans	05-Estrie	13 009 \$
Co-Savoir (anciennement Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition des femmes)	Produire, diffuser et faire rayonner des formes de savoirs féministes pour une plus grande participation de toutes les femmes dans la société du savoir, de l'information et des instances décisionnelles traditionnelles Vers une citoyenneté urbaine égalitaire :	2022-2023	3 ans	National	15 000 \$
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve	création d'espace pour le déploiement du pouvoir d'agir des Montréalaises issues de la diversité ethnoculturelle	2022-2023	3 ans	06-Montréal	14 803 \$
Espace Muni	Comprendre et agir sur les enjeux temporels des personnes éeules sur la scène municipale et des MRC	2022-2023	2 ans	National	25 000 \$
Fédération des Agricultrices du Québec	Perspective + : soutien régional et développement de réseau	2022-2023	3 ans	National	14 950 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Vers une société égalitaire et sans violence : la tournée des cégeps alliés	2022-2023	3 ans	National	15 000 \$
Fédération du Québec pour le planning des naissances	Accessibilité et sensibilisation au droit à l'avortement au Québec	2022-2023	3 ans	National	9 821 \$
Fédération québécoise des municipalités	Pour l'atteinte de la parité en politique municipale	2022-2023	3 ans	National	16 000 \$
Institut maritime du Québec	Industrie humaine	2022-2023	3 ans	National	15 000 \$
Institut national de la recherche scientifique	Le sexisme ordinaire, pas notre genre !	2022-2023	2 ans	National	3 390 \$
L'Anonyme U.I.M.	Se connecter à l'égalité	2022-2023	3 ans	National	15 000 \$
Mentorat Québec	Se connecter à l'égalité	2022-2023	3 ans	National	15 000 \$
Prévention Côte-Des-Neiges	Cultivons la culture du consentement	2022-2023	3 ans	National	10 545 \$
Regroupement pour la Valorisation de la Paternité	Campagne nationale d'éducation à la coparentalité visant à soutenir des réseaux nationaux venant en aide aux familles québécoises dans leurs actions de promotion de l'approche coparentale auprès de leurs membres et à mobiliser les parents québécois dans l'adoption de meilleures pratiques coparentales	2022-2023	3 ans	National	45 000 \$
Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches	La charge mentale des femmes; la partie invisible du travail invisible en Chaudière-Appalaches	2022-2023	3 ans	12-Chaudière-Appalaches	15 000 \$

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montants versés en 2024-2025
Réseau pour un Québec Famille	La conciliation famille-travail dans le secteur du commerce de détail	2022-2023	3 ans	National	15 000 \$
Sport'Aide	Quand le sport doit changer de culture : Pour un environnement sportif sain, sécuritaire et inclusif à tou.te.s	2022-2023	3 ans	National	15 000 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Un mouvement féministe montréalais plus inclusif de la diversité sexuelle et des genres	2022-2023	3 ans	06-Montréal	14 992 \$
Université du Québec en Outaouais	Interroger l'accès à la procréation assistée pour mieux répondre aux besoins des femmes LGBTQ et des personnes non-binaires: une analyse intersectionnelle pour des actions inclusives	2022-2023	2 ans	National	28 193 \$

**QUESTION
RP-26**

Bilan de l'appel de projets nationaux, locaux et régionaux d'égalité entre les femmes et les hommes lancé en 2021-2022 par le SCF dans le cadre du « Programme de soutien financier en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ». Fournir la liste des projets financés. Ventiler par projet déposé en fournissant :

- a) Le nom de l'organisation ayant déposé un projet;
- b) La nature de l'organisation, par exemple : MRC, municipalité, organisations parapubliques des domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux ou de développement régional et local, organismes à but lucratif, milieux autochtones;
- c) Le montant soumis lors du dépôt du projet ainsi que le montant de la subvention accordée;
- d) Le résumé du projet déposé;
- e) Le cas échéant, les étapes d'analyse franchies pour le projet;
- f) Le cas échéant, les motifs sommaires de rejet pour le projet.

Fournir la liste des projets n'ayant pas été retenus dans le cadre de ces appels de projets.

La cinquième édition de l'appel de projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (2022-2023) a été lancée le 12 avril 2022.

Cet appel de projets s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'action transversale 8 de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027*, qui est intitulée « Soutenir financièrement des projets locaux, régionaux et nationaux en matière d'égalité ainsi que des organismes spécialisés en condition féminine ».

Les montants versés en 2024-2025 pour les projets retenus sont présentés en annexe.

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2024-2025
Projets régionaux					
Association des familles monoparentales et recomposées Maria-Chapdelaine	Être coparent pour nos enfants	Les ateliers sur la coparentalité sont une piste de réflexion pour les parents séparés ou en cours de séparation qui désirent améliorer leurs communications et le partage équitable des responsabilités familiales. Elles visent à outiller les parents en les sensibilisant sur les enjeux de la parentalité en leur permettant de développer une coparentalité positive et obtenir un équilibre dans leur vie familiale. (Volet de soutien de groupe ou individuel)	02. Saguenay - Lac-Saint-Jean	3 ans	7 239 \$
CAPACS de l'Abitibi-Ouest	Ensemble pour la prévention de nos enfants!	Créer un programme d'éducation pour les 4 cycles des écoles primaire de l'Abitibi-Ouest. Le programme inclura des capsules vidéos avec lesquelles les enfants pourront interagir de façon technologique, interactive et anonyme. Le consentement, les relations saines/malsaines, les limites, les stéréotypes, les formes de violence sexuelle et les ressources d'aide feront partie des sujets abordés.	08. Abitibi-Témiscamingue	2 ans	32 854 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi	Femmes en action	Le projet Femmes en action vise à offrir un lieu, du temps et un accompagnement de groupe adaptés à deux clientèles cibles, soit les femmes immigrantes peu francisées ayant des enjeux de conciliation ainsi qu'aux femmes victimes d'exploitation sexuelle en processus de sortie du milieu, afin qu'elles puissent se mettre en mouvement vers l'identification d'un projet professionnel ou personnel à court, moyen ou long terme.	05. Estrie	3 ans	13 009 \$
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve	Vers une citoyenneté urbaine égalitaire : création d'espace pour le déploiement du pouvoir d'agir des Montréalaises issues de la diversité ethnoculturelle	Ce projet favorise une citoyenneté urbaine égalitaire à travers la création d'espaces pour les femmes des quartiers montréalais de Centre-Sud et de Saint-Michel. Ces nouveaux espaces permettront aux femmes issues de la diversité ethnoculturelle de s'initier à la participation citoyenne et de se mobiliser autour d'initiatives d'action communautaire et de démocratie locale. En parallèle, le projet mènera à la création d'outils pour sensibiliser les organismes et instances des quartiers à l'importance d'une participation citoyenne égalitaire.	06. Montréal	3 ans	14 803 \$
Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches	La charge mentale des femmes; la partie invisible du travail invisible en Chaudière-Appalaches	Ce projet met de l'avant l'aspect social et collectif de la charge mentale vécue par les femmes dans une visée de déculpabilisation. Il permet également de documenter les effets de la charge mentale pour les femmes dans la région. Finalement, il donne la parole aux femmes et permet de mettre en oeuvre des leviers de transformation sociale en collaboration avec plusieurs alliés et partenaires.	12. Chaudière-Appalaches	3 ans	15 000 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2024-2025
Table des groupes de femmes de Montréal	Un mouvement féministe montréalais plus inclusif de la diversité sexuelle et des genres	Cette démarche collective vise à accompagner les groupes de femmes désirant mieux inclure et accueillir les personnes de la diversité sexuelle et de genre dans leurs services, milieux de vie et équipes de travail. Les membres de la TGFM et des personnes expertes du vécu développeront une communauté de pratique et des outils pour transformer les mentalités et opérer les changements nécessaires pour des milieux réellement accueillants, bienveillants et sécuritaires.	06. Montréal	3 ans	14 992 \$
Projets nationaux					
Accès transports viables	Actions collectives visant à mettre en lumière les inégalités de genre en matière de violences vécues dans les espaces publics et les transports actifs et collectifs dans une perspective intersectionnelle	Ce projet vise à augmenter les connaissances au sujet des inégalités de genre en matière de violences vécues dans les espaces publics ainsi que dans les transports actifs et collectifs de la Capitale-Nationale afin de pouvoir adresser ces enjeux aux instances décisionnelles. Celui-ci est réalisé dans une perspective intersectionnelle et anti-oppressive. Les principes de l'éducation populaire autonome (ÉPA) et l'approche « AVEC » sont utilisés afin de permettre une participation citoyenne accrue des femmes et des personnes faisant partie de la diversité de genre.	18. Ensemble du Québec	2 ans	60 000 \$
ACEF du Centre de Montréal (Option consommateurs)	Aimer sans s'appauvrir	Le projet Aimer sans s'appauvrir vise à mieux outiller les femmes afin de renforcer leur autonomisation économique lors d'une union et à toutes les étapes de leur vie. Pour ce faire, Option consommateurs propose de réaliser des activités de sensibilisation et d'information qui seront présentées sous forme de modules d'information interactifs pouvant être consultés en ligne. L'organisme porte une attention particulière aux diversités de genre et s'assure que le projet soit inclusif.	18. Ensemble du Québec	2 ans	28 194 \$
Alterhéros	Projet SASSY - Sensibiliser, autonomiser, soutenir et s'entraider : SexEd par et pour les femmes 2SLGBTQIA+ et/ou neurodivergentes	En soutenant et en accompagnant les femmes 2SLGBTQIA+, en sensibilisant la population élargie aux enjeux vécus, et en outillant les professionnel.les qui oeuvrent auprès de ces femmes, nous allons contribuer à la lutte contre les stéréotypes et les violences vécues par cette population. Nous visons d'outiller et d'autonomiser les femmes 2SLGBTQIA+ et/ou neurodiverses et de rendre l'accès aux services de santé et de bien-être plus sécuritaire pour elles.	18. Ensemble du Québec	2 ans	55 400 \$
Association des femmes en finance du Québec	AFFQ : pour une meilleure inclusion des femmes en finance et de milieux connexes	L'AFFQ souhaite rejoindre davantage de femmes ayant un métier spécialisé en finance et des milieux connexes en étendant et diversifiant son offre d'accompagnement, de soutien et de rayonnement. Ce projet se décline en trois étapes : une analyse de marché, la conception de services adaptés aux profils ciblés et le déploiement d'activités et d'outils de communication pour attirer de nouveaux membres.	18. Ensemble du Québec	3 ans	15 000 \$
Association pour la santé publique du Québec	L'alcool au féminin : un jeu différent »	La consommation d'alcool chez les femmes tend à égaler celle des hommes. Cependant, à consommation égale, les conséquences et risques sont différents sur les plans biologique et culturel, de même que l'approche commerciale. Après avoir établi un portrait des enjeux de la consommation d'alcool des Québécoises et de sa perception, plusieurs outils seront créés pour informer et outiller les femmes et leur donner le pouvoir de faire des choix éclairés.	18. Ensemble du Québec	2 ans	60 000 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2024-2025
Centre d'Innovation des Premiers Peuples	FabLab au féminin	Le FabLab féminin est un projet novateur qui vise à faire entrer les femmes autochtones de plein pied dans l'ère du numérique. La vision de ce projet est que l'utilisation des nouvelles technologies permette aux femmes autochtones d'être exposées à différents choix de carrières reliées à la nouvelle économie numérique. Le principal objectif est donc de conférer aux femmes autochtones, les mêmes opportunités d'apprentissage, d'épanouissement et d'employabilité que les hommes qui, pour l'instant, dominent ce secteur d'activités.	18. Ensemble du Québec	2 ans	60 000 \$
Co-Savoir (anciennement Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition des femmes)	Produire, diffuser et faire rayonner des formes de savoirs féministes pour une plus grande participation de toutes les femmes dans la société du savoir, de l'information et des instances décisionnelles traditionnelles	Ce projet vise à produire, transférer, mobiliser et faire rayonner les connaissances et savoirs féministes québécois, permettant ainsi d'accroître et d'assurer une meilleure présence, participation et prise de parole de toutes les femmes, notamment celles vivant à la croisée de certaines discriminations, dans les instances décisionnelles ainsi que dans l'espace numérique. Cette valorisation des savoirs des différents groupes de femmes, qui vise à favoriser un partage plus égalitaire de la production, de la diffusion et du rayonnement des connaissances et des savoirs féministes, s'inscrit dans une perspective de justice épistémique.	18. Ensemble du Québec	3 ans	15 000 \$
Fédération des Agricultrices du Québec	Perspective + : soutien régional et développement de réseau	Perspective + est un nouveau programme développé par les Agricultrices du Québec afin de soutenir et d'outiller le milieu agricole dans leurs efforts de diversité. Ce nouveau projet servira à apporter un soutien concret aux syndicats d'agricultrices régionaux et aux organisations agricoles dans le recrutement de candidates. Ces dernières auront accès à des activités de formation, de réseautage auprès d'experts et de mentorat.	18. Ensemble du Québec	3 ans	14 950 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Vers une société égalitaire et sans violence : la tournée des cégeps alliés	Ce projet a pour objectif de sensibiliser des étudiant.e.s et futur.e.s professionnel.le.s à travers le Québec à la lutte contre les violences faites aux femmes. Des ateliers-discussions se tenant dans différents cégeps de la province viseront à échanger autour de l'importance d'être un.e allié.e, de l'égalité des genre, des enjeux liés aux violences faites aux femmes ainsi qu'aux moyens d'action pour mener la lutte concrètement, de façon individuelle et collective, tant sur le plan personnel que professionnel. Cette tournée de sensibilisation s'adressera particulièrement aux futur.e.s professionnel.le.s qui devront intervenir, de près ou de loin, auprès des femmes violentées.	18. Ensemble du Québec	3 ans	15 000 \$
Fédération du Québec pour le planning des naissances	Accessibilité et sensibilisation au droit à l'avortement au Québec	Ce projet en plusieurs volets a pour but d'adresser un manque d'information juste, complète et sans jugement sur le droit à l'avortement au Québec. À travers une campagne de sensibilisation et la mise à jour d'outils d'éducation populaire, la FQPN et ses partenaires pourront contrer la mésinformation des centres anti-choix et redonner aux femmes, hommes trans et personnes non-binaires leur pouvoir d'agir sur leur corps.	18. Ensemble du Québec	3 ans	9 821 \$
Institut national de la recherche scientifique	Le sexisme ordinaire, pas notre genre !	Élaboration et déploiement d'une campagne de sensibilisation contre le sexisme ordinaire pour susciter la réflexion et faire changer les comportements dans l'université en faveur de plus d'égalité. Les activités prévues iront du partage d'expérience à la création d'affiches, la tenue de conférences et l'élaboration d'une trousse d'outils à diffuser dans le réseau de l'Université du Québec.	18. Ensemble du Québec	2 ans	3 390 \$
L'Anonyme U.I.M.	Se connecter à l'égalité	Le projet Se connecter à l'égalité (2e édition) vise à outiller les personnes de 12 à 40 ans au développement de relations égalitaires entre les genres dans l'espace public réel et virtuel. Deux ateliers d'éducation à la sexualité seront offerts dans divers milieux physiques communautaires et institutionnels, des ateliers-discussions seront animés en ligne et une recherche-action sera lancée afin de qualifier la nature des expériences de violences sexistes vécues en ligne chez les personnes de 12 à 25 ans.	18. Ensemble du Québec	3 ans	15 000 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2024-2025
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Cultivons la culture du consentement	Le projet vise à offrir des formations, en ligne ou en présentiel, sur la culture du consentement aux intervenants jeunesse (intervenant d'organisme, coach de sport, professeur, etc) en utilisant notre trousse d'outils (affiches, site web, page de médias sociaux, guide d'utilisation). Cette trousse sert à prévenir et lutter contre le harcèlement sexuel ainsi qu'à favoriser la culture du consentement auprès de jeunes d'âges du secondaire. Le partage de la trousse vise un changement profond de moeurs afin de prévenir et intervenir les micros agressions à caractères sexuelles, favorisant ainsi l'égalité des genres.	18. Ensemble du Québec	3 ans	10 545 \$
Regroupement pour la Valorisation de la Paternité	Campagne nationale d'éducation à la coparentalité visant à soutenir des réseaux nationaux venant en aide aux familles québécoises dans leurs actions de promotion de l'approche coparentale auprès de leurs membres et à mobiliser les parents québécois dans l'adoption de meilleures pratiques coparentales	Le présent projet vise à mobiliser au moins six réseaux nationaux venant en aide aux familles québécoises, en produisant des outils, des ateliers de sensibilisation, des capsules-vidéos et une pièce de théâtre, pour soutenir la promotion de l'approche coparentale auprès des membres de ces réseaux et pour favoriser l'adaptation de leurs pratiques aux réalités coparentales. Le projet vise aussi à rejoindre les parents québécois et à les mobiliser dans l'adoption de meilleures pratiques coparentales.	18. Ensemble du Québec	3 ans	45 000 \$
Réseau pour un Québec Famille	La conciliation famille-travail dans le secteur du commerce de détail	Ce projet vise à identifier les freins, leviers et solutions en matière de conciliation famille-travail (CFT) dans le secteur du commerce de détail. Des employeurs du secteur seront accompagnés et formés. De plus, une campagne de sensibilisation dans ce secteur permettra a un plus grand bassin d'employeurs du secteur de saisir à l'importance de la CFT et ses avantages sur l'attraction et la fidélisation de la main-d'oeuvre. À terme, ce sont plus de femmes et d'hommes qui auront accès à de meilleures mesures de CFT favorisant un partage équitable des responsabilités familiales.	18. Ensemble du Québec	3 ans	15 000 \$
Sport'Aide	Quand le sport doit changer de culture : Pour un environnement sportif sain, sécuritaire et inclusif à tou.te.s	Le système sportif québécois est placé devant une évidence : la nécessité de mettre en place des systèmes de protection pour les groupes minoritaires, dont les femmes en sport. Étant une préoccupation de longue date chez Sport'Aide, l'organisme souhaite sensibiliser, éduquer, accompagner et outiller la communauté sportive, particulièrement les garçons, pour prévenir les différents types de violence dont les femmes sont victimes	18. Ensemble du Québec	3 ans	15 000 \$
Université du Québec en Outaouais	Interroger l'accès à la procréation assistée pour mieux répondre aux besoins des femmes LBTQ et des personnes non-binaires: une analyse intersectionnelle pour des actions inclusives	Le présent projet vise à soutenir la santé sexuelle et les droits reproductifs des femmes lesbiennes, bisexuelles et queer (LBQ) et des personnes trans et non-binaires (TNB), en mettant en lumière les hiérarchies sociales et les inégalités auxquelles elles sont confrontées lorsqu'elles souhaitent fonder une famille. Ce projet permettra également de développer des outils afin de soutenir leur pouvoir d'agir en matière de choix reproductifs.	18. Ensemble du Québec	2 ans	28 193 \$

**QUESTION
RP-27**

Concernant l'annonce du 16 novembre 2023 allouant une aide financière de 4,47 millions de dollars sur quatre ans pour soutenir la mission du Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec, indiquer pour chaque table ayant reçu un montant, le nom et la nature des projets entamés.

Dans le cadre de l'action transversale 8 de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027*, des ententes de soutien à la mission sont en cours avec le Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec (Réseau) et chacune des 17 Tables pour la période 2023-2027. Ces ententes visent à soutenir la concertation régionale et nationale des groupes de femmes du Québec en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes.

- En 2024-2025, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a versé 60 000 \$ à chacune des 17 Tables.
- En 2024-2025, le SCF a versé 75 000 \$ au Réseau.

Au total, c'est 1,095 M\$ qu'aura versé le SCF aux Tables et au Réseau en 2024-2025 (veuillez vous référer à l'annexe de la présente question).

Organisme	Titre de l'entente	Année annoncée	Durée	Région	Montant versé en 2024-2025
Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	01-Bas-Saint-Laurent	60 000 \$
Récif 02 - Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac-Saint-Jean	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	60 000 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	03-Capitale-Nationale	60 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	04-Mauricie	60 000 \$
ConcertAction Femmes Estrie	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	05-Estrie	60 000 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	06-Montréal	60 000 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	07-Outaouais	60 000 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	08-Abitibi-Témiscamingue	60 000 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	09-Côte-Nord	60 000 \$
Comité condition féminine Baie-James	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	10-Nord-du-Québec	60 000 \$
Table de concertation féministe Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	60 000 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	12-Chaudière-Appalaches	60 000 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	13-Laval	60 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	14-Lanaudière	60 000 \$
Réseau des femmes des Laurentides	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	15-Laurentides	60 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	16-Montérégie	60 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	17-Centre-du-Québec	60 000 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	National	75 000 \$

**QUESTION
RP-28**

Détailler le bilan des mesures et actions mises en place par le SCF pour assurer une concertation régionale en matière de condition féminine, en 2024-2025. Indiquer les sommes allouées par le SCF en matière de concertation régionale en 2024-2025 ainsi que les budgets prévus pour 2025-2026.

La régionalisation des actions en égalité et l'expertise des groupes de femmes et des organismes partenaires constituent deux des six principes directeurs de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* (Stratégie égalité).

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a ainsi conclu plusieurs ententes dans l'ensemble des régions du Québec dont l'objectif est de favoriser la progression de l'égalité par la concertation et la mobilisation de divers partenaires régionaux.

- Dans le cadre de l'action transversale 8 de la Stratégie égalité, des ententes de soutien à la mission sont en cours avec le Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec (Réseau) et chacune des 17 Tables pour la période 2023-2027. Ces ententes visent à soutenir la concertation régionale et nationale des groupes de femmes du Québec en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes.
 - En 2024-2025, le SCF a versé 60 000 \$ à chacune des 17 Tables.
 - En 2024-2025, le SCF a versé 75 000 \$ au Réseau.

Au total, c'est 1,095 M\$ qu'aura versé le SCF aux Tables et au Réseau en 2024-2025.

- Dans le cadre de l'action transversale 9 de la Stratégie égalité, huit ententes sectorielles de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sont en cours dans les huit régions suivantes : Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Laval, Mauricie, Montérégie, Outaouais et Saguenay—Lac-Saint-Jean. En 2024-2025, le SCF a versé un total de 686 000 \$ à cette action, réparti entre sept ententes.
(Veuillez vous référer à l'annexe de la présente question pour les montants versés en 2024-2025)

Organisme	Titre du projet/de l'entente	Année annoncée	Durée	Région	Montant versé en 2024-2025
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	01-Bas-Saint-Laurent	60 000 \$
Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	Entente sectorielle pour le développement social du Bas-Saint-Laurent 2023-2026	2023-2024	3 ans	01-Bas-Saint-Laurent	86 000 \$
Récif 02 - Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac-Saint-Jean	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	60 000 \$
Récif 02 - Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac-Saint-Jean	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean 2024-2028	2024-2025	4 ans	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	100 000 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	03-Capitale-Nationale	60 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	04-Mauricie	60 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de la Mauricie 2024-2028	2024-2025	4 ans	04-Mauricie	153 000 \$
ConcertAction Femmes Estrie	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	05-Estrie	60 000 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	06-Montréal	60 000 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	07-Outaouais	60 000 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2024-2027	2023-2024	3 ans	07-Outaouais	60 000 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	08-Abitibi-Témiscamingue	60 000 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	09-Côte-Nord	60 000 \$
Comité condition féminine Baie-James	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	10-Nord-du-Québec	60 000 \$
Table de concertation féministe Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	60 000 \$
Table de concertation féministe Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine 2024-2027	2023-2024	3 ans	11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	59 000 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	12-Chaudière-Appalaches	60 000 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de la Chaudière-Appalaches 2024-2028	2024-2025	4 ans	12-Chaudière-Appalaches	100 000 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	13-Laval	60 000 \$

Organisme	Titre du projet/de l'entente	Année annoncée	Durée	Région	Montant versé en 2024-2025
Ville de Laval	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de Laval 2024-2028	2024-2025	4 ans	13-Laval	128 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	14-Lanaudière	60 000 \$
Réseau des femmes des Laurentides	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	15-Laurentides	60 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	16-Montérégie	60 000 \$
Table de concertation régionale de la Montérégie	Entente sectorielle de développement pour la structuration montréalaise du développement social 2023-2027	2023-2024	4 ans	16-Montérégie	- \$
Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	17-Centre-du-Québec	60 000 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	Soutien à la mission d'organisations qui oeuvrent en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte à la violence sexuelle	2023-2024	4 ans	National	75 000 \$

**QUESTION
RP-29**

Concernant l'annonce du 29 janvier 2024 allouant une subvention de 1,4 million de dollars pour soutenir quatre initiatives en matière de santé reproductive, indiquer pour chacun des groupes suivant le montant reçu en date du 31 mars 2025 ainsi que les projets :

- S.O.S. Grossesse;
- S.O.S. Grossesse Estrie;
- Grossesse-Secours inc.;
- Fédération du Québec pour le planning des naissances.

Les montants versés en 2024-2025 sont les suivants :

Organisme	Titre du projet	Durée	Montants versés en 2024-2025
S.O.S Grossesse	Favoriser l'accès à l'avortement et les services pro-choix	3 ans	110 000 \$
S.O.S Grossesse Estrie	Pour une meilleure accessibilité des services de S.O.S. Grossesse Estrie	3 ans	110 000 \$
Grossesse-Secours Inc.	Déploiement et bonification des services de Grossesse-Secours	3 ans	110 000 \$

**QUESTION
RP-30**

Fournir la structure et les mécanismes de suivi de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* pour s'assurer de l'état de situation, de sa mise en œuvre ou les résultats et le suivi de son évaluation. Fournir l'organigramme et la liste des membres à jour de tous les mécanismes d'évaluation et de suivi. Indiquer la fréquence et les dates de rencontre du comité interministériel, ainsi que les personnes présentes à ces rencontres.

La structure de gouvernance de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* (Stratégie intégrée en violence) comprend trois comités interministériels en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et familiale, plus précisément un comité de niveau sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s (SMA), un de niveau directeur et un de niveau professionnel. Ces trois comités incluent des responsables des enjeux autochtones dans les ministères et organismes concernés.

Ces comités assurent l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des actions gouvernementales en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et familiale. Un bilan de mise en œuvre est publié annuellement sur [Québec.ca](http://Quebec.ca).

Pour l'information relative aux membres des comités interministériels, veuillez vous référer à la réponse à la question 73 des renseignements généraux. Pour la fréquence des rencontres, veuillez vous référer à la réponse à la question 24 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

QUESTION RP-31

Fournir le Bilan détaillé par mesure, de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027, avec les montants versés en 2024-2025. Indiquer si le déploiement des mesures est à jour, délais prévus à l'appui pour chacune des mesures et actions, en date du 31 mars 2025. Fournir également la prévision des actions et budgets pour 2025-2026.

La *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* a été lancée en juin 2022. Elle est coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). Un état de situation de la mise en œuvre au 31 mars 2024 a été diffusé en 2024 et est disponible sur Quebec.ca.

Voici, les montants versés, au 31 janvier 2025, pour chacune des 24 actions sous la responsabilité du SCF :

Action	Montants versés 2024-2025	Statut de l'action
AT 1 Renforcer la formation et l'accompagnement en matière d'ADS au gouvernement et mener des projets pilotes en ADS+	3 865 \$	En cours
AT 2 Bonifier la Vitrine statistique sur l'égalité entre les femmes et les hommes	42 000 \$	En cours
AT 7 Promouvoir des aménagements qui favorisent l'égalité de genre	55 000 \$	Complétée
AT 8 Soutenir financièrement des projets locaux, régionaux et nationaux en matière d'égalité ainsi que des organismes spécialisés en condition féminine	3 139 640 \$	En cours
AT 9 Déployer des ententes sectorielles de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des régions administratives du Québec	1 200 000 \$	En cours
1.2.2 Soutenir une offre de formation et d'activités pour engager les milieux de vie des enfants et des jeunes dans la promotion des rapports égaux	26 798 \$	En cours
1.2.5 Fournir de l'information aux parents et au milieu de la périnatalité sur les pratiques favorisant la socialisation et l'éducation sans stéréotypes à la petite enfance	27 860 \$	En cours
1.3.1 Mettre en œuvre des actions pour contrer le sexisme et développer l'esprit critique quant aux représentations des genres dans les médias et la publicité, dans une perspective intersectionnelle	-	En cours
2.1.1 Sensibiliser les jeunes et outiller les parents en matière de diversification des choix scolaires et professionnels	188 920 \$	En cours
2.1.2 Augmenter la présence des femmes dans les emplois d'avenir et de la construction	138 354 \$	En cours
2.2.1 Valoriser les emplois à prédominance féminine, notamment par la sensibilisation et la promotion des droits du travail	48 000 \$	En cours
2.3.4 Informer les femmes immigrantes au sujet de leurs droits et outiller les personnes intervenant auprès de ces femmes	138 881 \$	En cours
2.4.1 Mettre en œuvre des projets visant à accompagner les femmes et les milieux dans le domaine du démarrage et du repreneuriat d'entreprises	164 610 \$	En cours
3.1.3 Accompagner et outiller les milieux de travail dans l'implantation de mesures formelles de conciliation famille-travail	28 318 \$	En cours
3.2.2 Soutenir des initiatives pour contribuer au partage équitable des responsabilités familiales et domestiques au sein des couples et des familles	38 021 \$	En cours
3.2.5 Reconnaître et valoriser le travail non rémunéré ou invisible	-	En cours

**QUESTION
RP-31**

(SUITE)

Action	Montants versés 2024-2025	Statut de l'action
4.2.1 Assurer une concertation interministérielle en vue d'améliorer l'accès aux produits menstruels jetables ou réutilisables	-	En cours
5.1.1 Pérenniser le soutien d'activités de sensibilisation et d'information réalisées dans le cadre des Journées d'action contre la violence faite aux femmes	158 382 \$	En cours
5.2.2 Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité des femmes dans les lieux publics	109 000 \$	En cours
6.1.1 Mobiliser et accompagner les entreprises privées vers une parité inclusive et diversifiée dans les lieux décisionnels	-	En cours
6.2.1 Soutenir les femmes ainsi que les milieux politiques afin de tendre vers une représentation égalitaire et inclusive dans les instances politiques municipales, provinciale et fédérale	294 408 \$	En cours
PNI 1 Valoriser le rôle des filles et des femmes des Premières Nations et des Inuit, en tant que vecteurs de développement économique, social, politique et culturel	175 000 \$	En cours
PNI 2 Favoriser et promouvoir des rapports égaux entre les femmes et les hommes au sein des Premières Nations et des Inuit du Québec	225 000 \$	En cours
PNI 3 Consolider le rôle du comité Femmes autochtones comme lieu d'échange et de concertation privilégié sur les enjeux touchant les femmes autochtones	37 825 \$	En cours
Autres – Forum des partenaires, Sondage, Prix égalité, Plan avortement, etc.	410 029 \$	En cours

**QUESTION
RP-32**

Fournir le bilan détaillé des mesures mise en place et des dépenses engagées en 2024-2025 dans la mise en œuvre du plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025. Fournir également la prévision des actions et budgets pour 2025-2026.

Le *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025* (Plan d'action spécifique), coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF), est porté par huit ministères et organismes gouvernementaux.

Parmi ses quatorze actions, le SCF est responsable de la mise en œuvre de deux actions, en plus de collaborer à la réalisation de mesures sous la responsabilité d'autres ministères ou organismes.

En 2024-2025, le SCF a mis en œuvre les actions suivantes :

- Action 6 « Consolider les cellules d'intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d'homicide et en implanter de nouvelles dans six régions du Québec ».

Cette action a été bonifiée par l'action 3 « Pérenniser et bonifier le financement des cellules d'intervention rapide intersectorielles, en développer de nouvelles dans toutes les régions » des *Actions prioritaires pour lutter contre la violence conjugale et les féminicides* annoncées le 23 avril 2021.

Les montants versés en 2024-2025 en lien avec les actions des cellules d'intervention rapide totalisent 2 590 248 \$.

- Action 13 « Bonifier la coordination et l'animation du Comité de travail sur la violence conjugale visant à assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* ».

Un montant de 11 751 \$ pour une rencontre en présentiel de ce comité a contribué à la mise en œuvre de cette action en 2024-2025.

**QUESTION
RP-33**

Fournir le bilan détaillé des mesures mise en place et des dépenses engagées en 2024-2025 dans la mise en œuvre des actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026. Indiquer si le déploiement des mesures est dans les délais et les prévisions budgétaires pour 2025-2026.

Les *Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026* (Actions prioritaires 2021-2026) ont été annoncées le 23 avril 2021 et sont mises en œuvre par sept ministères et organismes. Elles totalisent 222,9 M\$ sur cinq ans.

Parmi ces actions, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est responsable de la mise en œuvre de trois actions, soit :

- Action 3 : Pérenniser et bonifier le financement des cellules d'intervention rapide intersectorielles, en développer de nouvelles dans toutes les régions.

Cette action vient bonifier l'action 6 « Consolidar les cellules d'intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d'homicide et en implanter de nouvelles dans six régions du Québec » du *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025*.

Les montants versés en 2024-2025 en lien avec les actions des cellules d'intervention rapide totalisent 2 590 248 \$

- Action 9 : Renforcer le rôle de coordination du SCF afin de réaliser les engagements gouvernementaux. Des dépenses liées à la masse salariale ont contribué à la mise en œuvre de cette action en 2024-2025.
- Action A2 : Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones, ainsi que leur entourage en contexte de violence conjugale et familiale.

Les crédits associés à cette mesure ont été investis dans l'appel d'intention 2021-2022 – Violences sexuelles, conjugale et familiale en contexte autochtone. En 2024-2025, c'est 1 125 367 \$ qui ont été versés à 19 projets soutenus dans le cadre de cet appel d'intention. Veuillez vous référer à l'annexe de la question 36 des renseignements particuliers de l'opposition officielle pour le détail des financements.

**QUESTION
RP-34**

Le 4 mai 2021, le Secrétariat à la condition féminine annonçait la somme de 345 844 \$ pour la deuxième phase d'une campagne de sensibilisation auprès des jeunes de 12 à 25 ans. Ventiler la somme et les actions accomplies.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits 2025-2026.

**QUESTION
RP-35**

Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2024-2025 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones. Indiquer les actions et prévisions budgétaires pour 2025-2026.

En 2024-2025, ce sont 302 352 \$ qui ont été versés par le Secrétariat à la condition féminine pour 8 projets en violence sexuelle en contexte autochtone. Veuillez vous référer à l'annexe de la question 17 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**QUESTION
RP-36**

À la suite de l'appel d'intention 2021-2022 – violence sexuelle et de violence conjugale et familiale en contexte autochtone, veuillez indiquer :

- a) le nombre total de projets déposés, ventilé par région;
 - b) la liste des projets retenus;
 - c) le montant octroyé;
 - d) la région;
 - e) l'échéance du projet.
-

En 2024-2025, 19 projets ont été soutenus dans le cadre de cet appel d'intention. (Veuillez vous référer à l'annexe de la présente question.)

APPEL INTENTION 2021-2022				
ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2024-2025
Projets en violence sexuelle				
Femmes Autochtones du Québec	Respect de nos corps	National	4 ans	14 400,00 \$
Lumière Boréale - CALACS Baie-Comeau	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel - Point de service à Pessamit	Côte-Nord	4 ans	39 600,00 \$
Puakuteu comité de femmes Mashteuiatsh	La guérison traditionnelle et spirituelle pour un mieux-être collectif	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	71 160,00 \$
CALACS Châteauguay	La prévention de la violence sexuelle dans la communauté Mohawk de Kahnawake	Montérégie	4 ans	5 472,00 \$
Université du Québec à Chicoutimi	Prévenir la violence sexuelle auprès d'enfants et d'adolescents des Premières Nations en milieu autochtone et urbain	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	36 720,00 \$
Projets Hommes et Guérison				
Mohawk Council of Kanesatake	In Spirit of Healthy Community Kanesatake Family Violence Prevention	Montérégie	4 ans	138 076,60 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Nabé (Homme en Ashinabe)	Abitibi-Témiscamingue	4 ans	30 432,50 \$
Maison de Job	Faciliter l'accès aux services d'hébergement en dépendance aux hommes autochtones-Le chemin vers la guérison	Capitale-Nationale	4 ans	76 516,00 \$
Centre résidentiel communautaire de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec (CRC ATNQ)	Les voix de guérison Tebwewin Aki	Abitibi-Témiscamingue	4 ans	13 912,00 \$
Maison communautaire Missinak	Cercle Napeu	Capitale-Nationale	4 ans	69 560,00 \$
Qimutjuit Men's Association of Kuujuaaraapik	Healing Inuit Traditionally On The Land	Nord-du-Québec	4 ans	92 167,00 \$
Hommes Sept-Îles	Shukapeu – homme solide	Côte-Nord	4 ans	69 560,00 \$
Conseil des Innus de La Romaine	Hommes et guérison	Côte-Nord	4 ans	69 560,00 \$
CRH Optimum	Recherche-action visant le développement de cadres, pratiques et services holistiques adaptés auprès des hommes autochtones de différentes réalités de Mashteuiatsh et ailleurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	52 170,00 \$
Centre de santé et services sociaux de Matimekush Lac-John	La maison des hommes	Côte-Nord	4 ans	71 299,00 \$
Gouvernement de la Nation Crie	Support Group for Men in Eeyou Istchee and Drawing from the Land for Healing	Nord-du-Québec	4 ans	86 950,00 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Aspehiriniwin	Mauricie	4 ans	86 080,50 \$
Conseil Abénaki Wôlinak	Hommes et guérison Wôlinak	Centre-du-Québec	4 ans	32 171,50 \$
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	Projet Kotowakinik	Mauricie	4 ans	69 560,00 \$

**QUESTION
RP-37**

Fournir une ventilation détaillée des sommes accordées par le SCF en 2024-2025 pour déployer des mesures visant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale et de violences sexuelles.

L'essentiel du financement des ressources pour femmes et enfants victimes de violence est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux.

En 2024-2025, le Secrétariat à la condition féminine a toutefois financé plusieurs initiatives en matière de violence conjugale et de violence sexuelle.

Veillez vous référer aux annexes de la présente question pour le détail des financements.

Veillez vous référer à la réponse à la question 17 des renseignements particuliers de l'opposition officielle et son annexe pour les projets visant à soutenir les femmes autochtones victimes de violence sexuelle, conjugale et familiale.

Nom de l'organisme	Objectifs du financement	Région (siège social)	Durée du financement	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique
CALACS Agression Estrie	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution dans leur processus de sortie et leur réinsertion sociale	05-Estrie	4 ans	75 000 \$	2023-2024	Exploitation sexuelle
CALACS La Chrysalide	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution dans leur processus de sortie et leur réinsertion sociale	14-Lanaudière	3 ans	81 810 \$	2023-2024	Exploitation sexuelle
CALACS L'Étoile du Nord	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution dans leur processus de sortie et leur réinsertion sociale	08-Abitibi-Témiscamingue	4 ans	112 500 \$	2023-2024	Exploitation sexuelle
CALACS Lueur d'espoir (ancien nom CALACS Coup de cœur)	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution dans leur processus de sortie et leur réinsertion sociale	14-Lanaudière	3 ans	90 000 \$	2023-2024	Exploitation sexuelle
CALAS de l'Outaouais	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution dans leur processus de sortie et leur réinsertion sociale	07-Outaouais	4 ans	112 500 \$	2023-2024	Exploitation sexuelle
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution dans leur processus de sortie et leur réinsertion sociale	06-Montréal	4 ans	200 000 \$	2023-2024	Exploitation sexuelle

Nom de l'organisme	Objectifs du financement	Région (siège social)	Durée du financement	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique
La Sortie	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution dans leur processus de sortie et leur réinsertion sociale	06-Montréal	3 ans	90 000 \$	2023-2024	Exploitation sexuelle
Maison de Marthe	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution dans leur processus de sortie et leur réinsertion sociale	03- Capitale-Nationale	4 ans	293 105 \$	2023-2024	Exploitation sexuelle
Phare des Affranchies	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution dans leur processus de sortie et leur réinsertion sociale	15-Laurentides	3 ans	89 480 \$	2023-2024	Exploitation sexuelle
Un toit pour elles	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution dans leur processus de sortie et leur réinsertion sociale	06-Montréal	3 ans	105 605 \$	2023-2024	Exploitation sexuelle
Au cœur de l'il	Assurer une offre de services en coordination de cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale sur les plans local et régional afin de permettre aux intervenantes et aux intervenants de sauver des vies	14-Lanaudière	4 ans	205 950 \$	2023-2024	Violence conjugale
Carrefour sécurité en violence conjugale	Assurer une offre de services en coordination de cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale sur les plans local et régional afin de permettre aux intervenantes et aux intervenants de sauver des vies	04-Mauricie	4 ans	876 741 \$	2023-2024	Violence conjugale

Nom de l'organisme	Objectifs du financement	Région (siège social)	Durée du financement	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique
Centre de ressources pour hommes Drummond	Assurer une offre de services en coordination de cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale sur les plans local et régional afin de permettre aux intervenantes et aux intervenants de sauver des vies	17-Centre-du-Québec	4 ans	48 491 \$	2023-2024	Violence conjugale
CHOC Carrefour d'hommes en changement	Assurer une offre de services en coordination de cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale sur les plans local et régional afin de permettre aux intervenantes et aux intervenants de sauver des vies	13-Laval	4 ans	165 053 \$	2023-2024	Violence conjugale
Maison d'aide et d'hébergement la Re-Source de Châteauguay	Assurer une offre de services en coordination de cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale sur les plans local et régional afin de permettre aux intervenantes et aux intervenants de sauver des vies	16-Montérégie	4 ans	35 989 \$	2023-2024	Violence conjugale
Maison d'hébergement Unies-vers-Femmes	Assurer une offre de services en coordination de cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale sur les plans local et régional afin de permettre aux intervenantes et aux intervenants de sauver des vies	07-Outaouais	4 ans	205 511 \$	2023-2024	Violence conjugale
Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides	Assurer une offre de services en coordination de cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale sur les plans local et régional afin de permettre aux intervenantes et aux intervenants de sauver des vies	15-Laurentides	4 ans	232 707 \$	2023-2024	Violence conjugale
Service d'aide aux victimes d'actes criminels MV	Assurer une offre de services en coordination de cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale sur les plans local et régional afin de permettre aux intervenantes et aux intervenants de sauver des vies	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	167 311 \$	2023-2024	Violence conjugale

Nom de l'organisme	Objectifs du financement	Région (siège social)	Durée du financement	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique
Service d'aide et de traitement en apprentissage social	Assurer une offre de services en coordination de cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale sur les plans local et régional afin de permettre aux intervenantes et aux intervenants de sauver des vies	08-Abitibi-Témiscamingue	4 ans	194 510 \$	2023-2024	Violence conjugale
Table de concertation en violence conjugale de Montréal	Assurer une offre de services en coordination de cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale sur les plans local et régional afin de permettre aux intervenantes et aux intervenants de sauver des vies	06-Montréal	4 ans	314 393 \$	2023-2024	Violence conjugale
VIA l'Anse	Assurer une offre de services en coordination de cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale sur les plans local et régional afin de permettre aux intervenantes et aux intervenants de sauver des vies	16-Montérégie	4 ans	39 470 \$	2024-2025	Violence conjugale
C.A.P.A.C.S de l'Abitibi-Ouest	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	08-Abitibi-Témiscamingue	4 ans	48 200 \$	2023-2024	Violence sexuelle
C.I.V.A.S. L'Expression libre du Haut-Richelieu	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	16-Montérégie	3 ans	50 000 \$	2024-2025	Violence sexuelle
CALACS Abitibi	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	08-Abitibi-Témiscamingue	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle

Nom de l'organisme	Objectifs du financement	Région (siège social)	Durée du financement	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique
CALACS Agression Estrie	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	05-Estrie	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS Châteauguay	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	16-Montérégie	4 ans	49 137 \$	2023-2024	Violence sexuelle
Calacs Chaudière-Appalaches	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	12-Chaudière-Appalaches	3 ans	50 000 \$	2024-2025	Violence sexuelle
CALACS de Charlevoix	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	03-Capitale-Nationale	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS de l'Est du BSL	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	01-Bas-Saint-Laurent	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS de l'Ouest de l'île	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	06-Montréal	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle

Nom de l'organisme	Objectifs du financement	Région (siège social)	Durée du financement	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique
CALACS de Trois-Rivières	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	04-Mauricie	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS des Rivières Haute-Yamaska Brome-Missisquoi	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	05-Estrie	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS du KRTB	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	01-Bas-Saint-Laurent	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS du Saguenay	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS du Témiscamingue	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	08-Abitibi-Témiscamingue	3 ans	50 000 \$	2024-2025	Violence sexuelle
CALACS Entraid'Action de Shawinigan	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	04-Mauricie	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle

Nom de l'organisme	Objectifs du financement	Région (siège social)	Durée du financement	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique
CALACS Entre Elles	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	4 ans	48 650 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS La Bôme-Gaspésie	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	11-Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 ans	50 000 \$	2024-2025	Violence sexuelle
CALACS La Chrysalide	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	14-Lanaudière	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS La Passerelle	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	17-Centre-du-Québec	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS La Vigie	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	16-Montérégie	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS l'Ancre (Laurentide)	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	15-Laurentides	4 ans	36 250 \$	2023-2024	Violence sexuelle

Nom de l'organisme	Objectifs du financement	Région (siège social)	Durée du financement	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique
CALACS L'Espoir des Îles	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	11-Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS L'Étoile du Nord	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	08-Abitibi-Témiscamingue	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS Longueuil inc	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	16-Montérégie	3 ans	50 000 \$	2024-2025	Violence sexuelle
CALACS Lueur d'espoir	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	14-Lanaudière	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS Rive-Sud	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	12-Chaudière-Appalaches	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS Sept-Iles (Pointe-du jour)	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	09-Côte-Nord	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle

Nom de l'organisme	Objectifs du financement	Région (siège social)	Durée du financement	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique
CALACS Trêve pour elles	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	06-Montréal	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
CALACS Unies-Vers-Toi	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	17-Centre-du-Québec	3 ans	50 000 \$	2024-2025	Violence sexuelle
CALACS Vallée-de-la-Gatineau	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	07-Outaouais	3 ans	24 630 \$	2024-2025	Violence sexuelle
CALAS de l'Outaouais	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	07-Outaouais	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
Centre d'aide pour victimes d'agression sexuelle Richelieu-Yamaska et Sorel-Tracy (CAVAS)	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	16-Montréal	3 ans	50 000 \$	2024-2025	Violence sexuelle
Centre de prévention et d'intervention pour victimes d'agression sexuelle (CPIVAS)	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	13-Laval	3 ans	50 000 \$	2024-2025	Violence sexuelle

Nom de l'organisme	Objectifs du financement	Région (siège social)	Durée du financement	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique
Centre d'expertise Marie-Vincent	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	16-Montérégie	3 ans	50 000 \$	2024-2025	Violence sexuelle
L'Élan CALACS	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	15-Laurentides	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
Lumière Boréale CALACS Baie-Comeau	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	09-Côte-Nord	4 ans	50 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	06-Montréal	4 ans	150 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle
Viol-Secours	Mieux outiller les jeunes, leurs parents et le personnel scolaire pour prévenir la violence sexuelle afin d'agir sur la tolérance sociale	03-Capitale-Nationale	3 ans	50 000 \$	2024-2025	Violence sexuelle

Nom de l'organisme	Titre du projet	Durée du projet	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique	Région
Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale	Documentaire sur la violence conjugale post-séparation et le parcours des femmes	1 an	28 500 \$	2024-2025	Violence conjugale	National
Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale	Soutien au développement du réseau MH2 au Québec	3 ans	18 500 \$	2022-2023	Violence conjugale	National
Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale	Quand les TCC et la VC interagissent : vers une nouvelle avenue de sensibilisation et d'information de la 1ière ligne d'intervention à l'entourage des VVC	3 ans	45 000 \$	2023-2024	Violence conjugale	National
Au cœur de l'il	Projet de sensibilisation des proches d'auteurs de comportements violents	2 ans	15 000 \$	2023-2024	Violence conjugale	Lanaudière
Centre Action Solidarité Montréal (Centre d'Action Sida Montréal)	Projet "Femmes résilientes" : sensibiliser les femmes vivant avec le VIH aux violences sexuelles et conjugales	3 ans	40 434 \$	2023-2024	Violence sexuelle et violence conjugale	Montréal
Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF)	Dépister, soutenir et outiller : lutter contre le harcèlement de rue partout au Québec !	3 ans	45 000 \$	2023-2024	Harcèlement sexuel	National
Centre-femmes Catherine-Leblond	Une communauté avisée	3 ans	44 596 \$	2023-2024	Violence sexuelle et violence conjugale	Bas-St-Laurent
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve	Partir des marges pour rebâtir la confiance : se concerter autour des violences sexuelles chez les femmes aux statuts migratoires précaires	1 an	50 000 \$	2024-2025	Agression sexuelle	National
Comité des 12 jours (Fédération des femmes du Québec)	Campagne d'information et de sensibilisation du comité 12 jours d'action pour l'élimination des violences faites aux femmes	1 an	28 492 \$	2024-2025	Violence faite aux femmes	National
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	L'art contre la violence envers les femmes	1 an	28 500 \$	2024-2025	Violence faite aux femmes	Montréal

Nom de l'organisme	Titre du projet	Durée du projet	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique	Région
Co-Savoir (ancien nom Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition des femmes)	Un répertoire en ligne pour contrer l'hostilité en ligne visant les femmes	3 ans	25 706 \$	2021-2022	Harcèlement sexuel	National
Co-Savoir (ancien nom Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition des femmes)	Adopter une approche technologique compréhensive en contexte de violence conjugale	4 ans	80 000 \$	2023-2024	Violence conjugale	National
Élixir ou l'Assuétude d'Ève	Effets Pro	3 ans	53 000 \$	2022-2023	Agression sexuelle	National
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Optimiser le développement du réseau de maisons d'hébergement pour femmes : gage d'amélioration de l'accès des femmes violentées et de leurs enfants à l'hébergement sécuritaire et aux services spécialisés	3 ans	18 500 \$	2022-2023	Violence conjugale	National
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Démystifions la violence judiciaire contre les femmes	1 an	28 500 \$	2024-2025	Violence faite aux femmes	National
Femmes Autochtones du Québec Inc.	Nos corps, nos terres	1 an	28 500 \$	2024-2025	Violence faite aux femmes	National
Fonds de recherche du Québec -Société et culture	Contrat - Recherche sur l'avancement des connaissances en matière de violence sexuelle vécue par les femmes locataires et chambreuses	4 ans	150 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle	National
GRIS Chaudière-Appalaches	Défi A.I.D.E (Atelier Immersif Dans les Écoles) – Lutte aux violences sexuelles	3 ans	45 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle et violence conjugale	Chaudière-Appalaches
Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec Inc. (GAIHST)	Ça, c'est de la violence faite aux femmes au travail	1 an	15 890 \$	2024-2025	Harcèlement sexuel	Montréal
Havre l'Éclaircie	Projet de sensibilisation : La violence conjugale n'a pas d'âge	3 ans	8 175 \$	2023-2024	Violence conjugale	Chaudière-Appalaches

Nom de l'organisme	Titre du projet	Durée du projet	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique	Région
Institut national de Santé Publique du Québec	Sécurité et sentiment de sécurité des femmes dans les lieux publics	3 ans	109 000 \$	2023-2024	Harcèlement sexuel	National
Institut national pour l'Équité, l'Égalité et l'Inclusion des personnes en situation de handicap	Sensibiliser autrement sur la violence et ses effets (SAUVE)	2 ans	15 000 \$	2023-2024	Violence conjugale	Capitale-Nationale Montréal Outaouais Laval
La Clé sur la porte, maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants inc.	Vivre sans violence, ni silence !	3 ans	45 000 \$	2023-2024	Violence conjugale	Montérégie
L'Alliance GiM des maisons d'aide et d'hébergement	Ajout de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine et de la MRC de La Côte-de-Gaspé au projet régional Escouade d'intervention rapide en violences conjugales	3 ans	13 830 \$	2022-2023	Violence conjugale	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Maison Anita Lebel	Parlons violence conjugale avec l'entourage	3 ans	45 000 \$	2023-2024	Violence conjugale	Côte-Nord
Maison d'hébergement l'Issue	Projet pilote d'instauration d'un modèle d'hébergement à la Maison l'Issue	2 ans	245 000 \$	2024-2025	Exploitation sexuelle	Saguenay-Lac-St-Jean
Phare des Affranchies	Programme Lueur : consolidation et expansion	3 ans	75 000 \$	2022-2023	Exploitation sexuelle	National
Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ)	Projet Mire: prévention du proxénétisme	3 ans	45 000 \$	2023-2024	Exploitation sexuelle	Capitale-Nationale
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	Cellules d'intervention rapide	3 ans	21 000 \$	2022-2023	Violence conjugale	Nord-du-Québec
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	Sensibiliser aux manifestations et aux impacts du contrôle coercitif (CC) pour un meilleur accompagnement des femmes, des adolescentes et des enfants victimes	2 ans	15 000 \$	2023-2024	Violence conjugale	National

Nom de l'organisme	Titre du projet	Durée du projet	Versements 2024-2025	Année d'annonce	Dossier thématique	Région
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	Soutenir le développement de nouvelles maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale	3 ans	18 500 \$	2022-2023	Violence conjugale	National
Regroupement des organismes ESPACE du Québec (ROEQ)	Actualiser et adapter le programme ESPACE pour sensibiliser et outiller les enfants et les adultes à la prévention de la violence	3 ans	45 000 \$	2023-2024	Violence sexuelle et violence conjugale	National
Service de police de la ville de Montréal (SPVM)	Terrain interdit : Respecte les limites	2 ans	5 570 \$	2023-2024	Violence sexuelle	Montréal
Sexplique	Entreprises: inclusives et égalitaires	3 ans	45 000 \$	2023-2024	Harcèlement sexuel	Capitale-Nationale
Université du Québec à Montréal	Interroger la complexité du consentement sexuel auprès de la population 15-25 ans	3 ans	44 987 \$	2023-2024	Violence sexuelle	National
Institut national de Santé Publique du Québec	Contrat - Mettre à jour la Trousse média sur les agressions sexuelles	4 ans	30 000 \$	2022-2023	Agression sexuelle	National
École nationale d'administration publique (ENAP)	Contrat - Cadre d'évaluation : cellules d'intervention rapide	1 an	12 275 \$	2023-2024	Violence conjugale	National
Vivre Grand (anciennement Association pour l'intégration sociale de la région de Québec (AISQ))	Promouvoir les relations saines et égalitaires en DI et TSA	3 ans	44 338 \$	2023-2024	Violence conjugale	Capitale-Nationale

**QUESTION
RP-38**

Concernant les campagnes de sensibilisation face à la violence faite aux femmes :

- La liste des campagnes pour 2024-2025;
 - Les montants investis pour chacune de ces campagnes et les prévisions pour 2025-2026;
 - Le nombre de personnes rejointes par chacune des campagnes en 2024-2025.
-

En 2024-2025, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a :

- Diffusé la campagne « Si l'amour tourne en violence », qui vise à débanaliser la violence dans les relations amoureuses chez les adolescentes et les adolescents à travers la province et en ligne.
- Rediffusé et réalisé des déclinaisons de la campagne de sensibilisation « Les agressions sexuelles sur un mineur, c'est majeur ». Un montant de 32 945 \$ a été versé (en date du 31 janvier 2025).
- Rediffusé et réalisé des déclinaisons de la campagne de sensibilisation visant à prévenir et à contrer la violence vécue par les femmes autochtones, avec une approche adaptée aux réalités de ces milieux.

**QUESTION
RP-39**

Les analyses différenciées selon les sexes (ADS) produites pour l'ensemble des projets de loi du gouvernement.

Veillez vous référer à la réponse à la question 6 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**QUESTION
RP-40**

Les sommes investies pour les campagnes de publicité durant l'année 2024-2025, et celle prévues pour 2025-2026. Veuillez ventiler les sommes.

En 2024-2025, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a :

- Diffusé la campagne « Si l'amour tourne en violence », qui vise à débanaliser la violence dans les relations amoureuses chez les adolescentes et les adolescents à travers la province et en ligne.
- Rediffusé et réalisé des déclinaisons de la campagne de sensibilisation « Les agressions sexuelles sur un mineur, c'est majeur ». Un montant de 32 945 \$ a été versé (en date du 31 janvier 2025).
- Rediffusé et réalisé des déclinaisons de la campagne de sensibilisation visant à prévenir et à contrer la violence vécue par les femmes autochtones, avec une approche adaptée aux réalités de ces milieux.

**QUESTION
RP-41**

Le 13 février 2023, la ministre responsable de la condition féminine annonçait un investissement de près de 5,8 M\$ destiné à soutenir 24 projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Québec. Veuillez nous indiquer :

- a) Le nombre total de projets déposés, ventilé par région;
 - b) La liste des projets retenus;
 - c) Le montant octroyé;
 - d) La région;
 - e) L'échéance du projet;
 - f) La liste des projets n'ayant pas été retenus dans le cadre de ces appels de projet.
-

Cet investissement de près de 5,8 M\$ a été effectué dans le cadre de la cinquième édition de l'Appel de projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (2022-2023). Veuillez vous référer à la réponse à la question 26 des renseignements particuliers de l'opposition officielle et son annexe.

**QUESTION
RP-42**

Au sujet de l'annonce de 9,1 M\$ pour le soutien des cellules d'intervention rapide intersectorielles, ventiler le coût et les résultats obtenus.

Pour le détail des montants versés en 2024-2025 pour les cellules d'intervention rapide, veuillez vous référer aux annexes de la question 37 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Depuis le début du financement par le Secrétariat à la condition féminine au 31 mars 2024, les résultats documentés sont les suivants :

- 410 cellules de crise;
- 132 formations d'appréciation du risque homicide et du fonctionnement de la cellule;
- 2770 personnes formées.

**QUESTION
RP-43**

Le 3 juin 2020, le gouvernement affirmait dans un communiqué de presse que « afin de répondre rapidement aux besoins accrus des femmes autochtones durant la pandémie, le Secrétariat à la condition féminine et le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) tiennent régulièrement des rencontres d'information avec les acteurs qui travaillent auprès de ces dernières, et ce, en partenariat avec les ministères et les organismes du gouvernement du Québec concernés par les enjeux soulevés. » Veuillez nous fournir pour l'année 2024-2025 :

- a) La liste des rencontres d'information tenues;
 - b) La liste des personnes présentes pour chacune de ces rencontres;
 - c) Pour chacune des rencontres, veuillez nous fournir la liste des recommandations formulées.
-

Le Secrétariat à la condition féminine n'a pas tenu de rencontre d'information en lien avec les impacts ou besoins des femmes autochtones en temps de pandémie en 2024-2025.

**QUESTION
RP-44**

Le 3 décembre 2020, le gouvernement du Québec dévoilait le Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025. Veuillez nous indiquer, pour chacune des mesures annoncées :

- a) Une brève description de la mesure;
 - b) Le budget prévu, par année;
 - c) Les indicatifs de performance;
 - d) Si c'est une nouvelle mesure ou la reconduction d'une mesure déjà existante;
 - e) Les partenaires ou ministères qui collabore à la réalisation de la mesure.
-

Le *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025* (Plan d'action spécifique) est disponible sur [Québec.ca](http://Quebec.ca).

Le Plan d'action spécifique totalise un investissement de plus de 180 M\$ de 2020-2021 à 2024-2025.

Un suivi de la mise en œuvre au 31 mars 2024 est disponible sur [Québec.ca](http://Quebec.ca).

Veuillez vous référer à la réponse à la question 32 des renseignements particuliers de l'opposition officielle pour la mise en œuvre des actions du Secrétariat à la condition féminine.

**QUESTION
RP-45**

En lien avec le lancement du Plan d'action gouvernemental sur l'accès à l'avortement 2024-2027, veuillez nous indiquer, pour chacune des mesures annoncées :

- Une brève description de la mesure ;
 - Le budget prévu, par année ;
 - Les indicatifs de performance ;
 - S'il s'agit d'une nouvelle mesure ou la reconduction d'une mesure déjà existante ;
 - Les partenaires ou ministères qui collaborent à la réalisation de la mesure.
-

Le [Plan d'action gouvernemental sur l'accès à l'avortement 2024-2027](#), comportant 28 nouvelles mesures, a été lancé le 18 novembre 2024.

QUESTION RP-46

En lien avec les comités suivants :

- Comité consultatif pour la promotion de rapports égaux en milieu scolaire ;
- Comité interministériel sur la promotion des rapports égaux ;
- Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité;
- Comité de travail sur l'hébergement d'urgence en matière de violence conjugale;
- Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.

Fournir :

- Le nombre de rencontres en 2024-2025;
 - La liste des membres;
 - Les ordres du jour et les procès-verbaux;
 - Les actions entreprises en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.
-

Le Comité consultatif pour la promotion de rapports égaux en milieu scolaire est coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat de :

- participer aux travaux entourant la sensibilisation du milieu scolaire aux stéréotypes sexuels;
- soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égaux dans les milieux scolaires (préscolaire, primaire et secondaire).

Ce comité ne s'est pas réuni en 2024-2025. Des échanges bilatéraux se sont toutefois tenus entre le SCF et certains membres du comité en lien avec divers dossiers touchant à la promotion des rapports égaux en milieu scolaire.

Ce comité est composé des membres suivants :

- Fédération des commissions scolaires du Québec
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de l'Éducation
- Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement
- Fédération des comités de parents du Québec
- Centrale des syndicats du Québec
- Association des directions générales des commissions scolaires
- Association québécoise de la garde scolaire

Le Comité interministériel pour la promotion de rapports égaux est un comité permanent, coordonné par le SCF. Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat:

- d'assurer la coordination gouvernementale en matière de promotion de modèles et de comportements égaux;
- d'assurer une cohésion dans la stratégie et dans le développement des travaux;
- de soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égaux dans les lieux d'éducation.

Ce comité ne s'est pas réuni en 2024-2025. Des échanges bilatéraux se sont toutefois tenus entre le SCF et certains membres du comité en lien avec divers dossiers touchant à la promotion des rapports égaux.

Ce comité est composé des membres suivants :

- Ministère de l'Éducation
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de la Famille
- Secrétariat à la Jeunesse
- Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'intégration
- Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie
- Ministère de la Justice
- Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

**QUESTION
RP-46**

(SUITE)

Le Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité

Le dossier de l'éducation à la sexualité est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation. Ce comité n'existe plus.

Le Comité de travail sur l'hébergement d'urgence en matière de violence conjugale

Le comité consultatif sur le manque de place en hébergement pour femmes victimes de violence conjugale relève du ministère de la Santé et des Services sociaux. Le comité est chargé de planifier le développement de places et les cibles prioritaires pour les années à venir.

Ce comité est composé des membres suivants :

- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Secrétariat à la condition féminine
- Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape
- Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
- Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
- CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Aucune rencontre n'a été tenue en 2024-2025 (avant le 31 janvier 2025).

Le Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale

Ce comité sous la responsabilité du ministère de la Justice n'est plus actif, il a remis son rapport en décembre 2020.

**QUESTION
RP-47**

En lien avec le comité interministériel sur l'amélioration des services en avortement, fournir :

- Le nombre de rencontres en 2024-2025;
 - La liste des membres;
 - Les ordres du jour et les procès-verbaux;
 - Les actions entreprises en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.
-

Plusieurs rencontres bilatérales régulières se sont tenues entre les ministères et organismes membres du comité en 2024-2025 : Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Conseil du statut de la femme.

La collaboration interministérielle au sujet de l'accès à l'avortement a eu comme résultat principal le [Plan d'action gouvernemental sur l'accès à l'avortement 2024-2027](#), lancé le 18 novembre 2024 par la ministre responsable de la Condition féminine.

